

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

## SOMMAIRE

Après les élections (Albert Treint). — Les bases du léninisme (Suite) (Staline). — Politique de coalition ou lutte de classes ? (Rosa Luxembour). — Le « Cours nouveau » dans le Parti communiste polonais (Suite et fin) (Lensky). — Après le 11 mai : Perspectives (Jacques Sadoul). — Résolution concernant le rapport du Comité Central adoptée à l'unanimité par le 13<sup>e</sup> Congrès du P. C. R. — Lénine : « Sur la Route de l'Insur-

rection » (Suite) (Mettasch). — Lettre politique de Manabendra Nath Roy sur le « Devoir des intellectuels révolutionnaires » (M.-N. Roy). — Plus d'attention à la Question coloniale (El-Djazairi). — Le danger fasciste (H. Borel). — Chronique des cellules : Le Parti et les cellules (L. Savoy). — La Russie des Soviets : le Commerce extérieur de l'U. R. S. S. au mois de mars 1924.

# Après les Elections

Au moment où notre Parti était le théâtre d'une lutte intérieure, et où certains excellents camarades hésitaient à cause de la confiance politique qu'ils avaient mise en des hommes comme Monatte et Rosmer, nos élections sont venues fort à propos nous permettre une vérification expérimentale de la justesse de la politique préconisée par la Gauche et qui a rallié rapidement la majorité du Comité directeur du Parti, grâce à l'union du Centre et de la Gauche.

Avait-on assez critiqué la Fédération de la Seine, dont les méthodes, prétendument sectaires et blanquistes, devaient éloigner d'elle les masses travailleuses. Parce que le Comité fédéral exigeait un travail réel de ses membres, afin, cher camarade Monatte, que les organismes du travail n'existent pas que sur le papier ; parce que, contre les négligences, les mauvaises volontés et les bavardages stériles, il eut recours à la rudesse de la discipline ouvrière indispensable au succès de la lutte, notre future opposition cria au sectarisme, au mécanisme et au bureaucratisme !

Que voyons-nous aujourd'hui ? Nous obtenons dans la Seine, sur une campagne clairement révolutionnaire, près de 250.000 voix. Un communiste de la Seine influence en moyenne 40 ouvriers sympathisants et leurs familles, alors que pour la province la moyenne est de 13.

Il ne s'agit pas ici d'opposer la Seine à la province. La Seine a bénéficié de l'appareil du Parti plus que les autres fédérations, grâce à sa position centrale. La propagande et l'agitation y sont plus faciles, car les masses travailleuses y sont plus concentrées que dans la plupart des autres départements. Mais tout cela ne suffit pas à expliquer entièrement une aussi grande disproportion dans les résultats obtenus.

Le fait d'avoir eu une ligne politique toujours très sûre, d'avoir réalisé une excellente influence sur le mouvement syndical, d'avoir commencé à se lier solidement avec la masse prolétarienne des usines, tout cela a été pour beaucoup dans le succès. Le Parti doit reconnaître cela et en tirer profit.

Les récentes élections montrent l'absurdité des critiques apportées contre la Fédération de la Seine. C'est elle qui est dans la bonne voie et cela confirme la justesse de la politique menée par le Parti entre le Congrès de Paris et celui de Lyon.

Naturellement, il ne s'agit pas de présenter notre organisation de la Seine comme quelque chose de parfait. Son Comité fédéral a d'ailleurs trop le sens des réalités pour se laisser prendre à la moindre flagornerie.

Il reste encore beaucoup à perfectionner dans notre organisation parisienne. Mais ce n'est pas la critique hostile et purement négative de notre opposition qui peut servir à améliorer quoi que ce soit. Une telle critique ne sert qu'à énerver et à décourager.

La Fédération de la Seine influence politiquement beaucoup plus d'ouvriers qu'elle n'en peut influencer organiquement. Ce qui est vrai pour la Seine l'est aussi, quoique à un degré moindre, pour l'ensemble du Parti. Il y a là un danger qu'il faut voir très clairement. Vienné un grand mouvement de masses, et il dépassera nos facultés d'organisation.

C'est une nécessité absolue pour la Fédération de la Seine et pour le Parti de recruter parmi les éléments sympathisants qui sont les plus voisins du communisme. Sans vouloir tarir aucune source de recrutement, on peut bien constater que les

éléments les plus sérieux et les plus assimilables se trouvent dans les rangs de la majorité syndicale de Bourges.

Beaucoup, parmi eux, attendaient le Parti à l'épreuve des élections. Maintenant que le Parti a montré qu'il n'a plus rien de commun avec l'opportunisme électoral du socialisme d'avant-guerre, maintenant que le Parti a montré son clair visage communiste et révolutionnaire au cours de la récente campagne, il est possible d'amener dans nos rangs la plupart des meilleurs révolutionnaires des syndicats. La Seine doit se proposer de doubler ses effectifs et le Parti d'atteindre 100.000 adhérents d'ici la fin de cette année.

Jetons maintenant un regard sur la situation dans l'ensemble de la France.

Le Bloc National est battu et avec lui Poincaré et Millerand. Le Bloc des Gauches sort vainqueur des élections, mais pas assez toutefois pour pouvoir former, par ses propres forces seulement, un gouvernement disposant d'une majorité stable.

Bloc National et Bloc des Gauches représentent deux fractions du grand capitalisme entraînant chacune des masses petites-bourgeoises.

Une analyse tout à fait serrée de ces deux formations politiques n'a pas encore été faite. Mais nous pouvons dire, avec une approximation suffisante, quels grands groupes d'intérêts capitalistes trouvent leur expression dans chacun des deux Blocs bourgeois.

Le Bloc National représente l'industrie lourde, la grande métallurgie et le grand capitalisme terrien. Le Bloc des Gauches, lui, représente les industries transformatrices, le grand commerce et le capital bancaire spéculant à l'étranger.

En France, les trusts verticaux, les konzern, comme on les appelle en Allemagne, sont presque inexistantes. Rien de comparable chez nous au groupe Stinnes, qui possède ou contrôle toute une branche de la production, depuis l'extraction de la matière première jusqu'au transport des produits fabriqués vers les lieux de consommation.

Un des aspects de la lutte du Bloc National et du Bloc des Gauches en France, le principal, à mon avis, est de savoir si les konzern français se constitueront par la domination de l'industrie lourde et du capital financier qui lui est lié, sur les industries de transformation et le capital financier lié à celles-ci, ou vice versa.

Sans doute, une telle lutte est enveloppée de voiles idéologiques. Le Bloc National a un caractère plus étroitement patriotique et plus nettement agressif vis-à-vis de l'Allemagne, tandis que le Bloc des Gauches a plus d'intelligence des conditions européennes et internationales de la prolongation du régime capitaliste. Sans doute, industriels et banquiers du Bloc des Gauches cherchent à apprivoiser les organisations ouvrières, à flatter l'idéologie humanitaire de la petite bourgeoisie et à utiliser tout cela contre la fraction capitaliste rivale.

Si nous devons nous dresser contre tout gouvernement bourgeois, quel qu'il soit, il nous sera parfois possible d'utiliser les antagonismes secondaires entre les diverses fractions bourgeoises pour arracher temporairement telle ou telle concession à MM. les capitalistes.

Mais les conquêtes ainsi arrachées, nous devons bien nous dire que nous ne les tenons que bien provisoirement et qu'il ne se peut agir en

aucun cas de conquêtes ouvrières mettant en danger les privilèges essentiels de la bourgeoisie.

*Ce serait de l'opportunisme pur que de prétendre édifier une tactique révolutionnaire sur l'exploitation systématique des antagonismes secondaires existant entre les différentes fractions capitalistes.*

*Une telle tactique conduirait à la collaboration des classes et à la coalition ministérielle avec la bourgeoisie.*

*Le prolétariat doit se rendre compte que chaque fois qu'il voudra se libérer de ses oppresseurs et de ses exploités — et il ne pourra le faire qu'en menaçant leurs privilèges essentiels — il trouvera toute la classe capitaliste unie contre lui.*

*C'est dans une lutte impitoyable de classe à classe aboutissant à la guerre civile, c'est dans la révolution prolétarienne violente, victorieuse des résistances violentes du capitalisme, que peut seulement s'effectuer l'émancipation ouvrière.*

*Cela, ni le Parti, ni sa direction, ni son groupe parlementaire ne devront jamais l'oublier.*

Bloc des gauches, Bloc national ou Bloc intermédiaire feront, sauf quelques différences dans les nuances, sensiblement la même politique.

C'est une nécessité pour la bourgeoisie française, pour la conservation de ses profits, de faire payer l'Allemagne.

C'est une nécessité, aussi bien pour assurer sur l'Europe l'hégémonie du capitalisme métallurgique français que pour assurer la nécessité des capitaux engagés à l'étranger, c'est une nécessité, dis-je, pour la bourgeoisie française de s'assurer la prépondérance dans la Ruhr.

Pour développer sa production aussi bien que pour lui trouver des débouchés, c'est une nécessité pour la bourgeoisie française de pratiquer l'expansionisme européen et colonial.

Pour mettre en sécurité le fruit de ses rapines, c'est une nécessité pour la bourgeoisie française de préparer la lutte armée contre les impérialismes rivaux.

Les nécessités de la concurrence interimpérialiste exigent de la bourgeoisie française qu'elle se livre à une offensive redoublée contre la classe ouvrière.

Qu'il s'agisse d'abattre militairement la Révolution russe ou de la corrompre par la pratique commerciale, la bourgeoisie française, comme toutes les bourgeoisies du monde, ne peut vivre tranquille tant qu'existe une République soviétique. Ni la reprise des relations diplomatiques et économiques, ni la fondation par M. Herriot d'une ligue d'amitié franco-soviétique, n'empêcheront aucun gouvernement Bloc des gauches de conclure des traités secrets avec la Pologne, la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie, ni de les armer en vue de profiter de la première occasion favorable pour sauter à la gorge des bolcheviks.

Tout comme le Bloc national, le Bloc des gauches continuera à préparer autour de l'Allemagne, contre une éventuelle révolution d'outre-Rhin, son cordon sanitaire et son réseau de fil de fer barbelé : Pologne, Roumanie, Tchéco-Slovaquie, Italie, Suisse, Bavière, Ruhr et Belgique.

Quelle que soit sa fraction dirigeante, la bourgeoisie française comme toutes les autres ne peut faire qu'une politique anti-prolétarienne, impérialiste et contre-révolutionnaire.

Le prochain gouvernement ne pourra se consti-

tuer que si les radicaux réussissent, et ce sera chose facile à rallier les radicaux indépendants qui avaient planté à leur parti pour suivre M. Poincaré alors au pouvoir. Quelques portefeuilles à ces messieurs et le tour sera joué.

Les socialistes participeront-ils au pouvoir ? Aucun de leurs chefs ne fait une objection de principe. La question qui se pose, c'est une question d'opportunité : tout de suite et à la remorque des radicaux, ou plus tard après la faillite des radicaux, mais toujours pour le compte de la bourgeoisie, dans les limites du jeu parlementaire et constitutionnel et du régime capitaliste. Millerandisme d'autrefois ou macdonaldisme d'aujourd'hui, il s'agit de savoir comment les dirigeants socialistes, dans leur intérêt, et dans celui de la bourgeoisie, trahiront les intérêts du prolétariat.

Dans tous les cas, il est à prévoir que le problème de la participation des socialistes au pouvoir bourgeois se posera concrètement au cours de cette législature et qu'il en résultera une crise au sein du parti socialiste.

Déjà le franc commence à dégringoler. Il va falloir rembourser à la banque Pierpont Morgan et aux banques anglaises les emprunts à court terme consentis pour le relèvement du franc pendant la période électorale. Il va falloir rembourser aussi les 15 milliards de bons du Trésor émis en 1922 et en 1923 et qui arrivent à échéance cette année.

De plus, les prix intérieurs du marché français vont tendre à se hausser au niveau des prix du marché mondial qui sont beaucoup plus élevés.

Une vague de vie chère et de grands combats ouvriers est à prévoir.

Les masses petites-bourgeoises et paysannes sont menacées elles aussi. Leur désillusion en face de la faillite du Bloc des gauches peut les porter aussi bien vers le communisme que vers le fascisme.

Aussi, c'est une nécessité pour notre Parti de commencer immédiatement une lutte contre la naissance du fascisme et contre le développement de l'anarcho-fascisme constaté lors de ces derniers mois.

Nous devons nous préparer et préparer le prolétariat à résister aux entreprises de violence dirigées contre lui au mépris de toute légalité même bourgeoise. Cette préparation doit être technique et politique.

Notre travail parmi les paysans et les classes moyennes doit être précisé et organisé sans retard, sans que pour cela nous perdions de vue notre combat direct et essentiel contre le grand capitalisme, préparé au sein de la classe ouvrière.

Plus nous avons à développer notre influence au sein des couches voisines du prolétariat, mais qui conservent encore les illusions et l'idéologie engendrées par la petite propriété, plus nous devons parallèlement renforcer la base ouvrière de notre Parti afin d'éviter toute déviation opportuniste et anarchisante. Aussi la réorganisation de notre Parti sur la base principale des cellules d'usines doit être poursuivie sans relâche.

Il est à prévoir, étant donnée la composition actuelle du Parlement, qu'il sera très difficile, par quelque combinaison que ce soit, de constituer une solide majorité de gouvernement et que nous passerons par une période d'instabilité gouvernementale qui favorisera, si nous ne réagissons pas, le développement du fascisme.

On peut même envisager comme une hypothèse tout à fait réalisable l'éventualité d'une dissolution du Parlement au cours de cette législature avec la tentative d'organiser de nouvelles élections sous un régime de terreur fasciste discrètement favorisé par le gouvernement.

Notre Parti doit se tenir prêt.

Il se peut que les événements mûrissent assez vite chez nous. Il ne faut pas qu'à une situation révolutionnaire aiguë et qu'à un prolétariat qui veut combattre, le Parti communiste français vienne à manquer. Un Chemnitz français serait très grave pour le développement communiste international qui déjà subit le poids des fautes d'octobre en Allemagne.

Par le front unique, mobilisons les masses pour les revendications immédiates et pour les luttes partielles, mais à travers chaque combat, préparons, évoquons et organisons la Révolution et sa dictature prolétarienne.

Le Bloc ouvrier et paysan continue chez nous. Il faut le développer sur tous les terrains.

Il a pour corollaire l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan, n'ayant de sens que s'il prépare ou élargit la lutte armée contre la bourgeoisie.

Un tel gouvernement ne peut avoir aucune stabilité. Vaincu, il est remplacé par la dictature capitaliste plus implacable que jamais. Vainqueur, il ne peut, en liquidant les vieilles formes politiques, que donner naissance à un Etat prolétarien et soviétique dirigé par le Parti communiste ayant réalisé sa jonction avec les principales organisations ouvrières animées, vraiment animées par l'esprit de lutte de classe.

Albert TREINT.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

### ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	9 »
6 mois .....	13 »	17 »
12 mois .....	26 »	34 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

# LES BASES DU LENINISME

(Suite)

## La théorie

I. *Importance de la théorie.* — D'aucuns estiment que le léninisme est la suprématie de la pratique sur la théorie, en ce sens que le principal dans le léninisme, c'est la traduction en actes des thèses marxistes, leur « accomplissement ». Quant à la théorie, le léninisme soi-disant s'en soucie assez peu. Plékhanov, on le sait, s'est maintes fois moqué de l'« insouciance » de Lénine pour la théorie et particulièrement pour la philosophie. La théorie n'est pas non plus très en faveur chez nombre de praticiens léniniens actuels qui, accablés de travail, n'ont guère le temps d'y songer. Cette opinion étrange sur Lénine et le léninisme est radicalement erronée et la tendance des praticiens à faire fi de la théorie contredit tout l'esprit du léninisme et comporte des dangers sérieux pour la pratique.

La théorie est dans son ensemble l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays. Elle perd sa raison d'être si elle n'est pas reliée à la tactique révolutionnaire, de même que la pratique erre dans les ténèbres si elle n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire. Mais la théorie devient la plus grande force du mouvement ouvrier si elle est indissolublement liée à la pratique révolutionnaire, car seule elle peut donner au mouvement l'assurance, l'orientation, l'intelligence de la liaison interne des événements, seule elle peut aider à comprendre le processus et la direction du mouvement des classes au moment présent et dans l'avenir prochain. Lénine lui-même a dit maintes fois que « sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire ». Mieux que personne, il comprenait l'importance extrême de la théorie, particulièrement pour un Parti comme le nôtre, à qui incombe le rôle d'avant-garde du prolétariat international et qui a à travailler dans une situation intérieure et internationale des plus compliquées. Prévoyant ce rôle spécial de notre Parti, il jugeait nécessaire en 1902 déjà de rappeler que « seul un parti dirigé par une théorie avancée peut s'acquitter du rôle de luttteur d'avant-garde ». Maintenant que cette prédiction de Lénine sur le rôle de notre Parti s'est réalisée, ses vues sur la théorie acquièrent une valeur particulière. Lénine accordait une importance extrême à la théorie: la preuve c'est qu'il a entrepris lui-même, dans le domaine de la philosophie matérialiste, la généralisation de toutes les acquisitions de la science depuis Engels, ainsi que la critique complète des courants antimatérialistes parmi les marxistes. Engels disait que « le matérialisme doit prendre un nouvel aspect à chaque nouvelle grande découverte ». Ce nouvel aspect, Lénine l'a donné pour son époque dans son ouvrage remarquable *Le matérialisme et l'empirio-criticisme*. Plékhanov, si enclin à railler l'insouciance de Lénine pour la philosophie, ne s'est pas décidé à entreprendre sérieusement l'accomplissement de cette tâche.

II. *Critique de la « théorie » de la spontanéité ou rôle de l'avant-garde dans le mouvement.* — La « théorie » de la spontanéité est la théorie de l'opportunisme. Elle s'incline devant la spontanéité du

mouvement ouvrier, nie en somme le rôle dirigeant de l'avant-garde, du parti de la classe ouvrière.

Cette théorie est en contradiction avec le caractère révolutionnaire du mouvement ouvrier. En effet, elle déclare que la lutte ne doit pas être dirigée contre les bases du capitalisme, que le mouvement doit suivre exclusivement la ligne des revendications « possibles », « admissibles » pour le capitalisme. Elle est en somme pour la « ligne de moindre résistance »; elle représente l'idéologie du trade-unionisme.

Elle n'admet pas que l'on donne au mouvement spontané un caractère conscient, méthodique; elle ne veut pas que le Parti marche à la tête de la classe ouvrière, qu'il élève la conscience des masses, qu'il mène le mouvement à sa guise. Elle estime que les éléments conscients du mouvement ne doivent pas empêcher ce dernier de suivre sa voie et que le Parti doit s'adapter au mouvement spontané et se traîner à sa remorque. Elle est la théorie de la sous-estimation du rôle de l'élément conscient dans le mouvement, l'idéologie des « suiveurs », la base logique de tout opportunisme.

Pratiquement, cette théorie, qui est apparue avant la première révolution en Russie, conduisait ses partisans, les « économistes », à nier la nécessité d'un parti ouvrier indépendant en Russie, à s'élever contre la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre le tsarisme, à prêcher la politique trade-unioniste dans le mouvement, à mettre en somme le mouvement ouvrier sous l'égide, la direction de la bourgeoisie libérale.

La lutte de l'ancienne *Iskra* et la brillante critique de la théorie des « suiveurs » donnée par Lénine dans *Que faire ?* ont non seulement terrassé l'économisme, mais créé les bases théoriques du mouvement véritablement révolutionnaire de la classe ouvrière russe.

Sans cette lutte, il était impossible même de songer à la création en Russie d'un parti ouvrier indépendant appelé à jouer le rôle directeur dans la révolution.

Mais la théorie de la spontanéité n'est pas spéciale à la Russie. Elle est extrêmement répandue, sous une forme un peu différente, il est vrai, dans tous les partis de la II<sup>e</sup> Internationale. Elle n'est en somme que la théorie des « forces de production », théorie ravalée par les leaders de la II<sup>e</sup> Internationale et qui justifie tout, concilie tout, constate les faits lorsqu'ils sont déjà devenus évidents pour tous et s'arrête satisfaite après les avoir constatés. Marx disait que la théorie matérialiste ne peut se borner à expliquer le monde, qu'elle doit encore le transformer. Mais Kautsky et consorts n'ont souci de cette transformation; ils préfèrent s'en tenir à la première partie de la formule de Marx. Voici un des innombrables exemples de l'application de la « théorie » des forces de production. Au Congrès de Bâle, les partis de la II<sup>e</sup> Internationale avaient menacé de déclarer « la guerre à la guerre » en cas de conflagration militaire. Or, au début même de la guerre impérialiste, ces partis mirent au rancart le mot d'ordre « Guerre à la guerre » et le remplacèrent par celui de: « Guerre pour la patrie impérialiste ».

Ce changement de mot d'ordre entraîna la mort de millions d'ouvriers. Mais on se tromperait si l'on croyait qu'il y a là des coupables, que certaines personnes ont trahi la classe ouvrière. Tout s'est accompli selon l'ordre naturel des choses. En effet, l'Internationale est un « instrument de paix » et non de guerre. En outre, étant donné le « niveau des forces de production » qui existait alors, il était impossible de faire autrement. Et ainsi, comme l'explique Kautsky, la faute en est aux « forces de production ».

Et le rôle des Partis? Et leur importance dans le mouvement? Mais que peut alors faire un parti contre un facteur aussi décisif que le « niveau des forces de production »?

On pourrait rapporter une foule d'exemples analogues de cette falsification du marxisme, qui évidemment est destinée à voiler l'opportunisme et n'est en somme qu'une adaptation européenne de la théorie du « *suïvisme* » que Lénine combattait déjà avant la première révolution.

Il est clair que la destruction de cette théorie essentiellement fautive est la condition préalable de la création de partis véritablement révolutionnaires en Occident.

III. *La théorie de la révolution prolétarienne.* — La théorie léninienne de la révolution prolétarienne s'appuie sur trois thèses fondamentales.

*Première thèse.* La domination du capital financier dans les pays capitalistes avancés, l'émission d'actions et d'obligations, principale opération du capital financier; l'exportation du capital vers les sources de matières premières, exportation qui est une des bases de l'impérialisme; l'omnipotence d'une oligarchie financière, résultat de la domination du capital financier, dévoilent le caractère parasite, brutal du capitalisme monopolisateur, rendent beaucoup plus insupportable le joug des trusts et des syndicats capitalistes, accroissent l'indignation de la classe ouvrière contre les bases du capitalisme, poussent les masses à la révolution prolétarienne dans laquelle elles voient leur unique moyen de salut. (V. Lénine: *l'Impérialisme*).

De là, une exacerbation de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes, un accroissement des causes de conflits sur le front prolétarien intérieur, dans les « métropoles ».

*Deuxième thèse.* L'exportation croissante du capital dans les colonies et les pays assujettis, l'extension des « sphères d'influence » et de la colonisation, extension allant jusqu'à la main-mise sur tous les territoires du globe; la transformation du capitalisme en *système mondial* de l'asservissement financier et de l'oppression coloniale de l'immense majorité de la population du globe par quelques pays « avancés » ont fait des économies nationales isolées les anneaux d'une chaîne unique appelée l'économie mondiale et ont divisé la population de la terre en deux camps: les pays capitalistes « avancés » qui exploitent et oppriment de vastes colonies et des pays nominalement plus ou moins indépendants, et l'immense majorité des pays coloniaux et assujettis contraints de lutter pour s'affranchir du joug impérialiste. (V. Lénine: *l'Impérialisme*.)

De là, une aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays coloniaux, un accroissement de l'esprit de révolte contre l'impérialisme sur le front extérieur, le front colonial.

*Troisième thèse.* Le monopole des « sphères d'influence » et des colonies; le développement inégal des différents pays capitalistes, qui entraîne

une lutte acharnée entre les pays qui se sont déjà partagé les territoires du globe et ceux qui veulent recevoir leur « part »; les guerres impérialistes, unique moyen de rétablir « l'équilibre », entraînent la création d'un troisième front, le front intercapitaliste qui affaiblit l'impérialisme et facilite l'union du front prolétarien et du front colonial contre l'impérialisme.

De là, l'inévitabilité des guerres sous l'impérialisme, l'inévitabilité de la coalition de la révolution prolétarienne en Europe avec la révolution coloniale en Orient, la formation d'un front mondial unique de la révolution contre le front mondial de l'impérialisme.

De ces déductions, Lénine fait la déduction générale que « *l'impérialisme est la veille de la révolution socialiste* ». (Voir: « *l'Impérialisme* ».)

Par suite, la façon d'envisager la révolution prolétarienne, son caractère, ses grandes lignes, son ampleur, sa profondeur n'est plus la même qu'autrefois.

Auparavant, on analysait ordinairement les prémisses de la révolution prolétarienne du point de vue de la situation économique de tel ou tel pays isolé. Cette méthode est maintenant insuffisante. Maintenant, il faut partir du point de vue de la situation économique de la totalité ou de la majorité des pays, du point de vue de l'état de l'économie mondiale. En effet, les pays et les économies nationales isolées ne sont plus des unités économiques indépendantes mais des anneaux d'une chaîne unique appelée l'économie mondiale, et l'ancien capitalisme « civilisateur » est devenu l'impérialisme, qui est le système mondial de l'asservissement financier et de l'oppression coloniale de la majorité de la population du globe par quelques pays « avancés ».

Auparavant, on avait coutume de parler de l'existence ou de l'absence des conditions objectives de la révolution prolétarienne dans des pays isolés ou, plus exactement, dans tel ou tel pays avancé. Ce point de vue est maintenant insuffisant. Il faut tenir compte de l'existence des conditions objectives de la révolution dans tout le système de l'économie impérialiste mondiale, qui forme un tout unique. L'existence, dans ce système, de quelques pays insuffisamment développés au point de vue industriel, ne peut être un obstacle insurmontable à la révolution *du moment* que le système, dans son ensemble, est déjà mûr pour la révolution.

Auparavant, on parlait de la révolution prolétarienne dans tel et tel pays avancé comme d'une grandeur indépendante. Maintenant, ce point de vue est insuffisant. Il faut parler de la révolution prolétarienne mondiale, car les différents fronts nationaux du capital sont devenus les anneaux d'une chaîne unique: le front mondial de l'impérialisme, auquel doit être opposé le front unique du mouvement révolutionnaire de tous les pays.

Auparavant, on voyait dans la révolution prolétarienne le résultat du développement intérieur exceptionnel d'un pays donné. Maintenant, ce système mondial de l'impérialisme; comme le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial dans tel ou tel pays.

Où commencera la révolution; où, dans quel pays, peut être en premier lieu percé le front du capital?

Là où l'industrie est la plus perfectionnée, où le prolétariat forme la majorité, où la civilisation

est le plus avancée, où la démocratie est le plus développée, répondait-on autrefois.

— Non, répond la théorie léninienne de la révolution. Le front du capital ne sera pas nécessairement percé là où l'industrie est le plus développée; il sera percé là où la chaîne de l'impérialisme est le plus faible, car la révolution prolétarienne est le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial à l'endroit le plus faible. Donc, il peut se faire que le pays qui commence la révolution, qui fait brèche dans le front du capital, soit moins développé au point de vue capitaliste que d'autres qui restent pourtant dans le cadre du capitalisme.

En 1917, la chaîne du front impérialiste mondial s'est trouvée plus faible en Russie que dans les autres pays. C'est là qu'elle s'est rompue et qu'elle a donné issue à la révolution prolétarienne. Pourquoi? Parce que, en Russie, se déroulait une grande révolution populaire dirigée par le prolétariat qui avait pour lui un allié aussi important que la paysannerie opprimée et exploitée par les grands propriétaires fonciers. Parce que la révolution avait comme adversaire le représentant le plus hideux de l'impérialisme, le tsarisme, privé de toute autorité morale et haï de toute la population. En Russie, la chaîne s'est trouvée plus faible quoique ce pays fût moins développé au point de vue capitaliste que par exemple la France, l'Allemagne, révolution prolétarienne, avant tout, comme le résultat du développement des contradictions dans le point de vue est insuffisant. Il faut considérer la l'Angleterre ou l'Amérique.

Où va se briser prochainement la chaîne? Là où elle est le plus faible. Il n'est pas impossible, par exemple, que ce soit dans l'Inde. Pourquoi? parce qu'il y a là un jeune prolétariat révolutionnaire combatif qui a pour allié le mouvement de libération nationale, mouvement incontestablement très puissant. Parce que, dans ce pays, la révolution a pour adversaire l'impérialisme étranger, privé de toute autorité morale et haï des masses exploitées et opprimées de l'Inde.

Il est possible, également, que la chaîne se brise en Allemagne. Pourquoi? Parce que les facteurs qui agissent dans l'Inde commencent à agir également en Allemagne. Evidemment, la différence immense du niveau du développement entre l'Inde et l'Allemagne ne peut pas ne pas mettre son empreinte spéciale sur la marche et l'issue de la révolution en Allemagne.

Voilà pourquoi Lénine dit que:

« Les pays capitalistes d'Europe occidentale parachèveront leur évolution vers le socialisme, non pas par la maturation méthodique du socialisme dans ces pays, mais au moyen de l'exploitation de certains Etats par d'autres, au moyen de l'exploitation du premier Etat qui sera vaincu dans la guerre impérialiste... L'Orient, d'autre part, est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire par suite de cette première guerre impérialiste et a été entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial. »

Brièvement parlant, la chaîne du front impérialiste, en règle générale, doit se briser là où les anneaux sont le plus fragiles et non nécessairement là où le capitalisme est le plus développé, où il y a un pourcent considérable de prolétaires, relativement peu de paysans, etc.

Voilà pourquoi les données statistiques sur la proportion du prolétariat dans la population d'un pays isolé perdent, dans la solution de la question de la révolution prolétarienne, l'importance excep-

tionnelle que leur assignaient les statisticiens de la II<sup>e</sup> Internationale, qui n'ont pas compris l'impérialisme et craignent la révolution comme le feu.

Les hommes de la II<sup>e</sup> Internationale affirmaient (et continuent d'affirmer) qu'entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution prolétarienne il existe un abîme ou, en tout cas, un très long intervalle de temps (des dizaines et même des centaines d'années), au cours duquel la bourgeoisie arrivée au pouvoir développe le capitalisme, tandis que le prolétariat accumule des forces et se prépare à la « lutte décisive » contre le capitalisme ». Cette théorie est évidemment dénuée de tout fondement scientifique sous l'impérialisme; elle n'est et ne peut être qu'un moyen de voiler les aspirations contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Il est clair qu'à l'époque où règne l'impérialisme, qui porte en lui le germe de collisions et de guerres, où l'ancien capitalisme « florissant » n'est plus qu'un capitalisme « dépérissant », où le mouvement révolutionnaire croît dans tous les pays du monde, où l'impérialisme s'allie à toutes les forces réactionnaires, y compris l'autocratie et le servage, rendant par là même d'autant plus nécessaire le bloc de toutes les forces révolutionnaires, depuis le mouvement prolétarien d'Occident jusqu'au mouvement de libération nationale d'Orient, au moment où la suppression des survivances du régime féodal devient impossible sans une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme; il est clair, dis-je, que la révolution démocratique bourgeoise, dans un pays plus ou moins développé, doit tendre à la révolution prolétarienne, se transformer en cette dernière. L'histoire de la révolution en Russie a démontré péremptoirement la justesse de cette proposition. Aussi Lénine avait-il raison quand, en 1905, à la veille de la première révolution russe, il représentait dans sa brochure: *Deux tactiques*, la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste comme deux anneaux d'une même chaîne, comme les deux stades naturels de la révolution russe:

« Le prolétariat doit pousser à fond la révolution démocratique en ralliant à lui la masse paysanne pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser la bourgeoisie instable. Il doit accomplir la révolution socialiste en ralliant à lui les éléments semi-prolétaires pour briser par la violence la résistance de la bourgeoisie et paralyser les paysans et la petite bourgeoisie instables. Telles sont ses tâches, que restreignent considérablement les partisans de la nouvelle *Iskra* dans leurs raisonnements et résolutions sur l'ampleur de la révolution. »

Je ne parlerai pas ici des travaux ultérieurs de Lénine, où l'idée de la transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne est exprimée encore plus nettement et forme une des pierres angulaires de la théorie de la révolution.

Certains communistes croient que Lénine n'est venu à cette idée qu'en 1916, qu'auparavant il estimait que la révolution en Russie resterait dans le cadre bourgeois, que le pouvoir, par suite, passerait à la bourgeoisie et non au prolétariat. Cette opinion, paraît-il, a même pénétré dans notre presse communiste. Or, elle est complètement erronée.

Pour le prouver, je pourrais me référer au discours dans lequel Lénine, au 3<sup>e</sup> Congrès du Parti (1905), qualifie la dictature du prolétariat et de la paysannerie, c'est-à-dire la victoire de la révolution démocratique, non pas d'« organisation de l'ordre », mais d'« organisation de la guerre »,

Je pourrais en outre rapporter les articles sur le *Gouvernement provisoire* (1905) dans lesquels Lénine, dépeignant le développement de la révolution en Russie, déclare: « Le Parti doit faire en sorte que la révolution russe soit un mouvement non pas de quelques mois, mais de plusieurs années; qu'elle n'amène pas seulement à de légères concessions de la part des autorités, mais au renversement complet de ces autorités. » Développant le tableau de cette révolution, qu'il relie avec celle d'Europe, Lénine continue: « Et si l'on y parvient, l'incendie révolutionnaire embrasera l'Europe; l'ouvrier européen, incapable de supporter plus longtemps la réaction bourgeoise, se lèvera à son tour et nous montrera comment il faut faire; et alors, la poussée révolutionnaire en Europe exercera sur la Russie un choc en retour et réduira chez nous la durée de la révolution à quelques années. »

Je pourrais également citer l'article publié en novembre 1915 dans lequel Lénine écrit:

« Le prolétariat lutte et luttera pour la conquête du pouvoir, la République, la confiscation des terres, la participation des masses populaires non-prolétariennes à la libération de la Russie bourgeoise du joug de cet impérialisme féodal militaire qui a nom le tsarisme. Et il profitera immédiatement de cette libération du joug du tsarisme, du pouvoir des propriétaires fonciers, non pour venir en aide aux paysans aisés dans leur lutte contre les ouvriers agricoles, mais pour effectuer la révolution socialiste en union avec le prolétariat européen. » (*Contre le courant.*)

Je pourrais enfin rapporter un passage bien connu de *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, où Lénine, se référant à son tableau de la révolution russe dans *Deux tactiques* arrive à la conclusion suivante:

« Le développement de la révolution a confirmé la justesse de notre raisonnement. *Tout d'abord*, le prolétariat a marché avec toute la paysannerie contre la monarchie, les propriétaires fonciers, le régime moyenageux (et dans cette mesure la révolution reste bourgeoise, démocratique-bourgeoise). *Ensuite*, avec les paysans pauvres, les demi-prolétaires, tous les exploités, il a marché contre le *capitalisme* et ses représentants à la campagne: riches, koulaks, spéculateurs; et ainsi la révolution est devenu *socialiste*. Tenter d'élever une barrière artificielle entre la première et la seconde révolution, séparées uniquement par le degré de préparation du prolétariat, son degré d'union avec les paysans pauvres, c'est dénaturer le marxisme, le ravalier, le remplacer par le libéralisme. »

Mais, nous dira-t-on, s'il en est ainsi, pourquoi Lénine a-t-il combattu l'idée de la « révolution permanente » ?

Parce qu'il voulait utiliser à fond les capacités et l'énergie *révolutionnaires* de la paysannerie pour la liquidation complète du tsarisme et le passage à la révolution prolétarienne, alors que les partisans de la « révolution permanente » ne comprenaient pas le rôle important de la paysannerie dans la révolution russe, sous-estimaient son énergie révolutionnaire et entravaient ainsi son émancipation de la tutelle de la bourgeoisie, son ralliement autour du prolétariat.

Parce qu'il voulait *couronner* la révolution par l'avènement du prolétariat au pouvoir, alors que les partisans de la révolution permanente voulaient *commencer* directement par l'instauration du pouvoir du prolétariat, ne comprenant pas que, par

là-même, ils fermaient les yeux sur l'existence des survivances du servage, négligeaient une force aussi importante que la paysannerie et entravaient ainsi le ralliement de cette dernière au prolétariat.

Ainsi donc, Lénine combattait les partisans de la révolution permanente, non pas parce qu'ils affirmaient la permanence de la révolution, thème qu'il ne cessa jamais lui-même de soutenir, mais parce qu'ils sous-estimaient le rôle de la paysannerie, qui est la plus grande réserve de forces du prolétariat.

L'idée de la révolution permanente n'est pas nouvelle. Elle a été exposée pour la première fois par Marx, en 1850, dans *l'Adresse à la Ligue des communistes*. C'est là que nos « marxistes » russes sont allés la chercher, mais la modification qu'ils lui ont fait subir a suffi à la rendre impropre à l'usage pratique. Il a fallu la main exercée de Lénine pour réparer cette erreur, dégager l'idée de la révolution permanente de ses scories et en faire une des pierres angulaires de la théorie de la révolution. Voici ce que dit Marx sur la révolution permanente, dans son *Adresse*, après avoir énuméré les revendications démocratiques révolutionnaires que doivent poser les communistes:

« Alors que les petits-bourgeois démocrates veulent, par la satisfaction du plus grand nombre des revendications précitées, terminer le plus vite possible la révolution, nos intérêts et notre tâche consistent à rendre la révolution permanente tant que toutes les classes plus ou moins possédantes ne seront pas écartées du pouvoir, que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir d'Etat, que les associations des prolétaires dans les principaux pays du monde ne se seront pas développées suffisamment pour faire cesser la concurrence entre les prolétaires de ces pays et que les principales forces de production, tout au moins, ne seront pas concentrées entre les mains des prolétaires. »

Autrement dit:

1° Marx, quoi qu'en disent nos « marxistes » russes, n'a pas proposé de *commencer* la révolution dans l'Allemagne de 1850 directement par l'instauration du pouvoir prolétarien;

2° Marx a proposé uniquement de *couronner* la révolution par le pouvoir politique prolétarien en jetant à bas du pouvoir successivement toutes les fractions de la bourgeoisie pour allumer, après l'avènement du prolétariat au pouvoir, l'incendie de la révolution dans tous les pays. Or, cela est en *conformité parfaite* avec tout ce qu'a enseigné Lénine, avec tout ce qu'il a fait au cours de notre révolution en suivant sa théorie de la révolution prolétarienne sous l'impérialisme.

Ainsi donc, nos « marxistes russes » non seulement ont sous-estimé le rôle de la paysannerie dans la révolution russe, mais ont modifié l'idée de la révolution permanente de Marx et lui ont enlevé sa valeur pratique.

Voilà pourquoi Lénine raillait leur théorie et les accusait de ne pas vouloir « fléchir aux raisons pour lesquelles la vie durant des dizaines d'années avait passé à côté de cette magnifique théorie ».

Voilà pourquoi il considérait cette théorie comme semi-mencheviste et disait qu'elle « emprunte aux bolcheviks l'appel à la lutte révolutionnaire décisive et à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et aux mencheviks la négation du rôle de la paysannerie ». (V. dans *Contre le courant* l'article: *Des deux lignes de la révolution.*)

Voilà donc comment Lénine concevait la transformation de la révolution démocratique bour-

geoise en révolution prolétarienne, l'utilisation de la révolution bourgeoise pour le passage « immédiat » à la révolution prolétarienne.

Continuons. Auparavant, on considérait que la victoire de la révolution dans un seul pays était impossible, car, disait-on, pour vaincre la bourgeoisie, il faut l'action combinée des prolétaires de la totalité ou tout au moins de la majorité des pays avancés. Ce point de vue ne correspond plus à la réalité. Il faut maintenant partir de la possibilité de la victoire sur la bourgeoisie dans un seul pays, car le développement inégal, saccadé des pays capitalistes sous l'impérialisme, l'aggravation des contradictions internes de l'impérialisme aboutissant fatalement à des guerres, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du globe entraînent non seulement la possibilité, mais la nécessité de la victoire du prolétariat dans des pays isolés. L'histoire de la révolution russe en est une preuve éclatante. De l'ancienne théorie, il faut retenir uniquement que, pour le renversement de la bourgeoisie, il faut certaines conditions indispensables, sans lesquelles le prolétariat ne saurait même songer à la prise du pouvoir.

Voici ce que dit Lénine de ces conditions :

« La loi fondamentale, confirmée par toutes les révolutions, et en particulier par les trois révolutions russes du xx<sup>e</sup> siècle, est la suivante : pour la révolution, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées conçoivent l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des modifications ; il faut que les exploités ne puissent vivre et gouverner comme autrefois. Ce n'est que lorsque les « bas-fonds » ne veulent plus et que les « sommets » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière que la révolution peut triompher. Autrement dit : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant les exploités et les exploités). Ainsi donc, pour la révolution, il faut en premier lieu que la majorité des ouvriers

(ou en tout cas la majorité des ouvriers conscients, politiquement actifs) comprennent parfaitement la nécessité de la révolution et soient prêts à mourir pour elle ; en second lieu, que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la politique les masses, même les plus retardataires, affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son renversement rapide... »

Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer celui du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la victoire complète du socialisme. La tâche principale : l'organisation de la production socialiste, est encore à accomplir. Peut-on en venir à bout, peut-on obtenir le triomphe définitif du socialisme dans un pays sans les efforts combinés des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Certes, non. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays ; c'est ce que nous montre l'histoire de notre révolution. Pour le triomphe définitif du socialisme, l'organisation de la production socialiste, il ne suffit pas des efforts d'un seul pays, particulièrement d'un pays rural par excellence comme la Russie ; il faut les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés. Aussi la révolution victorieuse dans un pays a-t-elle pour tâche essentielle de développer et de soutenir la révolution dans les autres. Aussi ne doit-elle pas se considérer comme une grandeur indépendante, mais comme un auxiliaire, un moyen d'accélérer la victoire du prolétariat dans les autres pays.

Lénine a exprimé lapidairement cette pensée en disant que la tâche de la révolution victorieuse consistait à faire le « maximum dans un pays pour le développement, le soutien, l'éveil de la révolution dans les autres pays ». (V. *La révolution prolétarienne.*)

STALINE.

(A suivre.)

## Politique de coalition ou lutte de classes

Le 13 juin 1919 la dépouille mortelle de Rosa Luxembourg fut enterrée à Berlin. Nous reproduisons, à l'occasion de ce triste anniversaire, quelques extraits d'articles écrits par Rosa Luxembourg en 1899 et 1900, après l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau. Aujourd'hui, où le Bloc des Gauches s'apprête à prendre le pouvoir avec la collaboration indirecte, mais non moins efficace des S. F. I. O., l'article est de toute actualité.

La Rédaction.

### Une question de tactique

L'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau fournit non seulement aux socialistes français, mais aussi aux socialistes étrangers, la matière de plus d'une considération de tactique et de principes.

La participation active des socialistes à un gouvernement bourgeois est un phénomène qui sort du cadre des formes habituelles d'activité socialiste.

Dans la société bourgeoise, la social-démocratie doit jouer le rôle de parti essentiellement d'opposition ; elle ne peut gouverner que sur les ruines de l'Etat bourgeois.

\*\*

L'entrée de Millerand dans le ministère se justifia, pour Jaurès, par les trois raisons suivantes : par la nécessité de défendre la République, par la possibilité de réaliser des réformes en faveur de la classe ouvrière et, enfin, par le fait que l'évolution de la société capitaliste vers le socialisme créera un stade intermédiaire durant lequel le pouvoir politique s'exercera collectivement par la bourgeoisie et le prolétariat, fait qui trouve son expression dans la participation des socialistes au gouvernement.

L'argument de la défense de la République fut le premier pas en avant.

« La République est en danger ! » C'est pour la protéger qu'un socialiste allait devenir ministre bourgeois du Commerce.

« La République est en danger ! » C'est pourquoi

le socialiste devait rester dans le ministère, même après l'assassinat d'ouvriers grévistes dans l'île Martinique et à Chalon.

« La République est en danger ! » Il fallait donc que la demande d'une enquête sur ces carnages soit repoussée et l'enquête parlementaire sur les atrocités dans les colonies, récusée.

Toute l'activité, toute l'inactivité du gouvernement, tous les votes, toutes les attitudes des socialistes sont justifiés par les égards à prendre vis-à-vis de la République menacée.

Qu'y a-t-il de réel dans ce danger antirepublicain ?

Aujourd'hui, la République est soutenue par le gros de la bourgeoisie, par les rassasiés, par des larges couches de la petite bourgeoisie ; elle a surmonté la méfiance de son principal adversaire d'antan, de la paysannerie pour laquelle elle s'est montrée une mère bienveillante. Et cette classe, enfin, à laquelle la République s'est montrée en mère marâtre, la classe ouvrière, elle, est malgré tout restée fidèle à la République. Cette classe est aujourd'hui une force tout autre qu'au temps du premier coup d'Etat (18 brumaire de Napoléon I<sup>er</sup>) et au temps du deuxième (2 décembre, de Napoléon III). Politiquement éduqué, instruit, organisé, quoique divisé en fractions, le prolétariat de France, dont le parti politique a recueilli, à l'occasion des dernières élections législatives, presque un million de voix — ce prolétariat constitue un rempart solide et imposant de la République.

La loi sur l'amnistie est le point culminant dans la défense républicaine du ministère. Deux années durant, la France exigea impérieusement que la lumière se fasse, frémissant dans l'attente d'une justice ; deux années durant, elle fut hantée par le souvenir d'un assassinat judiciaire non réhabilité. Elle étouffait presque dans cette atmosphère empestée des mensonges, des parjures, des falsifications.

Alors vint ce gouvernement de la défense républicaine. Ce fut le grand événement. « Le grand soleil de la Justice » devait se lever.

Et il se leva ! Le 19 décembre, le gouvernement fait voter par la Chambre une loi garantissant l'amnistie de tous les crimes, refusant aux victimes la satisfaction judiciaire, étouffant tous les procès en cours commencés.

Ceux qui hier encore furent déclarés les ennemis les plus dangereux de la République, sont aujourd'hui accueillis dans son sein comme l'enfant prodigue.

Pour sauver la République, on proclame l'immunité de tous les agresseurs de la République. Pour réhabiliter la justice républicaine compromise, on refuse de réhabiliter les victimes de l'assassinat judiciaire.

Le radicalisme petit-bourgeois s'est resté fidèle. Le bourgeois radical, appelé à liquider le scandale du Panama (par le cabinet Ribot en 1893), en supprimant toutes les poursuites contre les parlementaires accusés et laissant l'affaire s'écouler dans le sable.

Waldeck-Rousseau, arrivé au pouvoir au moment de l'affaire Dreyfus, laisse la chose finir dans un fiasco total. Tout cela pour protéger la République contre le danger monarchiste !

Pour engendrer cette action grotesque insignifiante — grotesque non seulement du point de vue socialiste ou d'un parti radical quelque peu vivant, mais seulement du point de vue des mesures républicaines prises par les opportunistes de 1880 : les Gambetta, Jules Ferry, Constantin Tirard — pour aboutir à si peu de chose, il fallait

la participation d'un socialiste, d'une représentation dans le gouvernement de toute l'énergie de la classe ouvrière ?

L'opportuniste Gambetta et ses républicains modérés exigèrent, en 1875, l'exclusion des monarchistes de toutes les fonctions dans l'Etat et chassèrent ainsi Mac-Mahon du fauteuil présidentiel ; en 1880, les mêmes honnêtes républicains imposèrent l'expulsion des jésuites, l'enseignement obligatoire et gratuit. Par sa réforme judiciaire, l'opportuniste Jules Ferry chassa, en 1883, six cents juges monarchistes de leurs postes et frappa durement sur les prêtres par sa loi sur le divorce. Les opportunistes Constant et Tirard réduisirent — pour saper la position du boulangisme — le service militaire de 5 à 3 ans.

Et, pour que le ministère radical de Waldeck-Rousseau reste loin derrière ces très modestes mesures républicaines ; pour qu'après des manœuvres habiles durant dix-neuf mois, il ne reste rien, mais absolument rien, ni la moindre réorganisation de la justice militaire, ni la moindre réduction du service militaire, aucune mesure efficace contre les monarchistes dans l'armée, dans la magistrature, dans l'administration centrale, aucune mesure sérieuse contre les *cléricaux* (*plus fort !*) pour, finalement, on déclare — toujours dans une attitude d'intransigeance et de hardiesse, attitude du petit bourgeois au point culminant de sa lâcheté politique — on déclare, en fin de compte, que la République n'est pas à même d'en finir avec les bandits militaires et qu'il faut les laisser faire, pour aboutir à tout cela et rien que cela, il fallait la collaboration d'un socialiste dans le gouvernement ?

Par l'entrée de Millerand dans le ministère, une critique franche de la politique gouvernementale est devenue impossible. S'ils voulaient flageller ses faiblesses, ses demi-mesures, ses lâchetés, les coups retombaient sur leur propre dos. Car, si l'activité politique du gouvernement est un fiasco, la question du rôle qu'a joué le socialisme dans le gouvernement se pose immédiatement. C'est pourquoi Jaurès et ses amis — pour ne pas compromettre Millerand — se voient obligés de se taire sur tout ce qui pourrait éclairer la masse des travailleurs sur les faiblesses de la politique actuelle.

Depuis la constitution du cabinet Waldeck-Rousseau, toute critique de l'activité gouvernementale a effectivement disparu dans l'organe de l'aile droite du socialisme : la *Petite République*, et toute tentative d'une pareille critique est combattue par Jaurès comme signe de « nervosité », de « pessimisme », d'« exagération ». La première conséquence de la collaboration ministérielle est donc la renonciation à la tâche suprême de l'activité de la social-démocratie en général et de l'activité parlementaire en particulier : *l'éducation politique des masses*.

Rosa LUXEMBOURG.

G. ZINOVIEV

---

**N. LENINE**

---

Une brochure : 0 fr. 75

---

En vente à la Librairie de l'Humanité.

# Le "Cours Nouveau" dans le Parti Communiste Polonais

(Suite et fin)

## Dissimulation des erreurs

Tout parti s'instruit par ses propres fautes. Lénine, plus que les autres, accordait une grande importance à ce principe, une des bases du léninisme. Se fondant sur l'analyse des erreurs commises, la critique révolutionnaire a toujours mené le bolchevisme à travers le feu des épreuves et lui a donné la possibilité de résoudre les problèmes très difficiles de la Révolution russe. Avouer à temps les erreurs commises témoigne de la force du Parti et de sa direction : dissimuler, au contraire, ses erreurs, prouve, de la part de la direction du Parti, faiblesse et absence de toute confiance dans son propre parti. C'est justement cet état de choses qui règne dans le P.C. polonais.

L'exemple classique de ce phénomène est la question de la durée de six mois du service militaire, pour laquelle se prononça au Parlement le député communiste Krulikovsky. Il semblait que cette erreur serait immédiatement et publiquement combattue. L'attitude du député Krulikovsky se trouvait en contradiction si évidente avec le communisme que les camarades devaient partout la relever comme une dangereuse déviation opportuniste. Mais la direction centrale du Parti gardait un profond silence. Ce n'est qu'après l'alarme lancée par nos thèses et l'intervention du Comité central du P.C. allemand sur cette question, *ce n'est qu'après deux mois de débats parlementaires que parut la déclaration du Comité central de l'Union des prolétaires des villes et des campagnes* qui reconnaissait avoir commis une erreur de tactique en proposant six mois de service militaire ; et cela, étant donnée la question de Haute-Silésie où le gouvernement polonais, malgré la convention de Genève, avait l'intention d'établir le service militaire obligatoire, et où les nationalismes polonais et allemand pouvaient exploiter à leurs fins l'attitude de Krulikovsky.

L'explication donnée par le camarade Valetzky n'explique rien, mais prouve l'existence de déviations opportunistes dans le Parti. Comment pouvait-on autrement comprendre ce fait que le camarade Krulikovsky, internationaliste « jusqu'à la moelle des os », pouvait prendre une position aussi « objectivement » nationaliste ? Comment pouvait-on tirer, des considérations révolutionnaires du camarade Valetzky, une conclusion qui, pour le moins, n'était pas révolutionnaire ?

Du reste, un autre député communiste, Lantzky, prend la même position un mois après. Dans la séance du « Sem » du 3 mai, il exigeait non pas la suppression de la gendarmerie, *mais seulement la restriction de ses effectifs et de ceux de la police, ainsi que la diminution des impôts destinés au militarisme*. Il est bien possible que cela n'ait été qu'un lapsus linguæ, mais il faut prêter double attention à cette sorte de lapsus. La fraction bolcheviste à la Douma était constamment soumise, avant la révolution de mars, à la critique des organisations du Parti. En Pologne, au contraire, on considère la critique de la fraction communiste du « Sem » comme un moyen de la discréditer, et la défense des erreurs com-

mises par les députés communistes comme un devoir du Parti.

## Rectification des erreurs

Au Congrès du P.C. allemand, le camarade Valetzky a déclaré que le P.C. polonais a déjà rectifié ses erreurs et pris la voie de la véritable tactique révolutionnaire. D'après lui, ce travail aurait été accompli par le « plenum » du Comité central du mois de mars. Une pareille déclaration d'un Brandler polonais rencontra la méfiance des délégués qui, justement au Congrès, portèrent le dernier coup au brandlerisme.

Le représentant du centre gauche, le camarade Klein, réagit immédiatement contre Valetzky en prouvant que les affaires n'allaient pas aussi bien que le représentait Valetzky. Le camarade Klein avait parfaitement raison. Les résolutions du Comité central en témoignent de la meilleure façon. Dans le domaine de la tactique, ces résolutions représentent un assemblage de notre position et des vieilles erreurs. Nous pouvons dire que les trois quarts au moins de nos thèses s'y trouvent exprimées. Comme nous, ces résolutions du Comité central du mois de mars parlent de la « nouvelle vague des illusions démocratiques dans le mouvement communiste », blâment « la mise en pratique du front unique qui consiste à démasquer les partisans des concessions ». Ensuite, les résolutions soulignent « le devoir du Parti qui est de faire de la propagande dans les masses en vue d'une action indépendante et, si cela est possible de réaliser seul cette action, sans devenir la queue des social-opportunistes (Parti socialiste polonais P.P.S.) ». Elles marquent, d'autre part, « la nécessité de rattacher l'action de chaque jour au mot d'ordre de la Révolution », ainsi que « l'obligation de lancer le mot d'ordre de la dictature du prolétariat ».

Les résolutions recommandent d'autre part « de mener les différentes campagnes de manière à « tremper » les masses théoriquement et pratiquement, en les poussant à développer en elles la tendance de renverser à main armée le gouvernement de la bourgeoisie ».

Elles constatent avec nous que « le Parti a commis des erreurs opportunistes dans son action passée, sous les mots d'ordre : « gouvernement ouvrier et paysan -- terre aux paysans », car il ne s'opposait pas toujours assez nettement au parti socialiste polonais et au « Vizvolénie » (parti radical paysan) : elles reconnaissent la nécessité de « faire connaître aux membres du Parti le passé de ce parti depuis le début du mouvement ouvrier en Pologne ». Enfin, dans le domaine de la politique nationale, elles « s'opposent à l'effacement de la ligne de démarcation entre le mouvement communiste révolutionnaire de classe et les courants radicaux de la petite-bourgeoisie ». Ainsi, jusqu'à présent, les résolutions de mars reproduisent presque point par point ce que nous avions dit dans les thèses du mois de février. *Jusqu'à un certain degré, elles sont le résultat de notre victoire.*

## Les vieilles erreurs sous un nouveau déguisement

Il est regrettable que, dans ces mêmes résolutions, surgisse, un peu partout, le vieil opportunisme : voici quelques passages les plus caractéristiques. Nous avons, un peu plus haut, attiré l'attention du lecteur sur les mots « *si cela est possible* », qui limitaient déjà en quelque sorte les possibilités d'action indépendante (du parti dans les masses). Au fond, pourquoi cette restriction ? Il va de soi que, *si cela est impossible*, il ne faut pas mener une campagne révolutionnaire quelconque. En présence d'une telle restriction, il serait bon de déterminer quand cela est-il possible ? Autrement, cela ne servirait que de prétexte à dissimuler les vieilles erreurs.

Ensuite, la résolution dit que « les blocs électoraux avec d'autres partis ouvriers ou paysans sont admissibles dans certaines conditions ». Dans quelles conditions ? De nouveau, pas un mot là-dessus ; cependant, le paragraphe suivant détermine les conditions dans lesquelles on peut conclure ces blocs. Il entretient l'illusion sur les partis opportunistes, comme si ces partis pouvaient consentir à de pareilles conditions, à savoir : la liberté des « plate-formes » de propagande, la lutte contre les social-opportunistes et le P.P.S.

Enfin, la question la plus grave du gouvernement ouvrier et paysan : « Dans différents pays et dans différentes conditions historiques, il peut se former, dit la résolution, sous la pression des batailles de masses, et par le moyen de combinaisons parlementaires ou d'une autre façon, un gouvernement ; ce gouvernement représenterait l'union des ouvriers et des paysans avant la conquête de la dictature du prolétariat ; dans ce cas, ce serait le point de départ d'une lutte directe pour la dictature ».

Ensuite, cette résolution parle de l'armement du prolétariat, de l'expropriation des biens fonciers et de leur transmission aux Soviets des ouvriers et paysans par ce même gouvernement. Dans le cas contraire, le P.C. « aurait fait appel aux masses en les invitant à lutter pour l'établissement d'un véritable gouvernement ouvrier-paysan et de la dictature prolétarienne ». (Et s'il n'y avait pas de « cas contraire », n'aurait-il pas fait cet appel ?) En un mot, l'expérience saxonne sous l'enveloppe d'une phraséologie révolutionnaire.

En réalité, tout aboutit à une combinaison parlementaire avec les partis opportunistes du prolétariat et des paysans. L'organe de doctrine du Comité Central du P.C. polonais a parlé précédemment de cette combinaison qui serait une réédition encore pire du gouvernement saxon, car l'esprit contre-révolutionnaire du P.P.S. et du « Vizvolénie » en Pologne est plus fort encore que dans la gauche social-démocrate d'Allemagne. Une pareille position contribue à entretenir dans les masses travailleuses l'illusion sur le révolutionnarisme de ces partis : ils ne sont pas déjà si mauvais, du moment qu'ils peuvent former un gouvernement véritablement révolutionnaire et même de dictature prolétarienne. En effet, les tâches que leur impose la révolution sont déjà du programme de la dictature du prolétariat.

Il n'est donc pas étonnant que la vieille pratique de l'application du front unique se manifeste dans le Parti. La notion de Congrès ouvrier en tant que bloc des partis ouvriers en témoigne. Cependant, le fait le plus bizarre est l'attitude prise par les travailleurs responsables, membres du Parti, au « Congrès des Libres penseurs po-

lonais à la fin du mois de mars ». Quoique — nous citons ici les paroles de la *Tribune Ouvrière* — « les ouvriers conscients fussent en majorité absolue au Congrès, ils s'inclinèrent devant la menace des libre-penseurs bourgeois libéraux qui quitteraient immédiatement la salle au cas où des éléments indésirables, c'est-à-dire les représentants de la gauche ouvrière, entreraient dans l'administration de la société. Ils n'y entrèrent pas, au nom de l'unité. Ils prouvèrent ainsi leur supériorité sur leurs adversaires lâches et bornés ».

Ainsi, en Pologne, malgré la résolution du IV<sup>e</sup> Congrès du Komintern, nos camarades continuaient non seulement d'être membres des sociétés des libre-penseurs bourgeois, mais leur permettaient même généreusement, au nom de l'unité, d'élire librement leur direction et de duper les ouvriers.

## La lutte avec la gauche

Le Comité central a promis, conformément à nos exigences, d'organiser une large discussion au sein du Parti qui devra se terminer avant la conférence annuelle du Parti.

Pourtant, en même temps, le Comité central enlevait le travail responsable du Parti à quatre camarades qui avaient signé les thèses critiques et les avait répandues. Il est indispensable d'ajouter que le Comité central, en recevant nos thèses, promet de les publier et d'organiser une discussion à leur sujet, c'est-à-dire de les rendre complètement « officielles » tandis que, dans sa propre résolution, le Comité central reproche, comme la plus grande faute à ce « groupe des quatre », d'avoir fait circuler ces thèses dans tout le pays et dans l'Internationale « à l'insu des organismes directeurs ».

Donc, le Comité central considère que les déviations opportunistes du P.C. polonais ne regardent que lui seul et que les membres du Parti ne doivent pas en parler et en écrire au Komintern. Ce point de vue arriéré est une survivance typique de la II<sup>e</sup> Internationale, société des partis, qui ne mettaient jamais le nez hors de leur propre pays.

Mais nous, nous considérons que la question de l'opportunisme polonais regarde toute l'Internationale ; en tant que membres de l'Internationale, nous avons le droit d'en parler partout, surtout quand on nous ferme la bouche dans notre propre pays.

La résolution du Comité central nous accuse d'avoir tenté, par nos thèses, de remettre le Parti sur la voie de la II<sup>e</sup> Internationale : tout cela parce que nous ne nous sommes pas définitivement prononcés sur la question agraire et nationale. Certainement, un pareil argument spéculé sur l'inconscience de ceux des lecteurs qui ne savent pas que, dans la question agraire et nationale, nous nous plaçons sur le terrain de la III<sup>e</sup> Internationale ; mais nous luttons contre les déviations opportunistes du Comité central qui les a lui-même avouées dans ses résolutions.

Le verdict du Comité central sur l'affaire des auteurs de ces thèses est une preuve très précise d'une victoire réelle du « vieux cours » dans le Parti. En effet, comment comprendre ceci : on a adopté les trois quarts des critiques et des conclusions de tactique que nous avions apportées et, en même temps, on nous met en dehors du travail responsable du Parti pour avoir pris part à une discussion publique sur une question largement traitée dans l'Internationale. C'est pourquoi le Comité central du P.C. allemand a pro-

testé unanimement contre une pareille méthode de lutte envers les éléments de gauche.

La résolution du Comité central sur l'affaire des « quatre » est un phénomène tendant à conserver l'état de stagnation qui règne actuellement dans le Parti. Ce n'est que grâce à cet état de choses que la direction opportuniste du Parti peut, au moyen de phrases révolutionnaires pour la forme, avoir, en fait, une ligne non-révolutionnaire et soutenir les déviations opportunistes dans l'Internationale.

Cependant, nous sommes profondément convaincus que le Parti, dont les cadres ont été élevés dans les traditions bolchevistes et trempés dans le feu de la révolution russe, mettront fin aux hésitations du Comité central et ne manqueront pas d'entrer dans la voie de la véritable tactique révolutionnaire.

LENSKY.

### Déclaration de la gauche polonaise

En exploitant le fait, que dans les thèses, nous ne mettons en relief que les points sur lesquels nous nous différencions du Comité Central du Parti communiste polonais, et que nous ne par-

lons pas des points sur lesquels nous sommes d'accord avec lui, nos adversaires essaient de faire croire que nous combattons la position prise par le II<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste polonais en ce qui concerne le problème des nationalités et la question agraire.

Pour mettre un terme, une fois pour toutes, à cette interprétation erronée de notre attitude, nous déclarons formellement notre accord avec les résolutions du II<sup>e</sup> Congrès dans ces questions, et déclarons qu'elles sont conformes à la conception révolutionnaire de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce que nous combattons, c'est l'application pratique par le Comité Central qui a toujours été et est encore contraire à l'esprit révolutionnaire de ces résolutions.

Dans nos thèses, nous énumérons expressément les points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord avec la résolution du II<sup>e</sup> Congrès sur la tactique, et nous demandons au Comité Central de polémiser sur ce que contiennent les thèses, et non pas sur ce qu'elles ne contiennent pas.

Le 11 mai 1924.

J. Lenski, L. Domski,  
Z. Osinska, A. Damowski.

# Après le 11 Mai : Perspectives

## I

Après la guerre, la grande bourgeoisie française crut pouvoir assouvir pacifiquement ses appétits. Pendant trois années, Clemenceau, Millerand et Briand parurent croire à la suffisante efficacité des négociations interalliées. Poincaré lui-même, tout en travaillant à délivrer la France de la tutelle anglaise, s'attacha d'abord soigneusement à éviter une rupture de l'Entente cordiale. Il s'évertua à défendre les « droits de la France » par les moyens juridiques. Mais, à la fin de 1922, l'Angleterre propose aux questions de réparations et de sécurité des solutions d'apparence si raisonnables, que Poincaré comprit qu'il était joué, que ses ambitions impérialistes étaient démasquées et qu'il ne disposait plus pour les réaliser d'autres moyens que des moyens de force.

Par l'occupation de la Ruhr, il révéla le but principal que vise la France bourgeoise en même temps que l'arme qu'elle a choisie pour atteindre ce but. La France tend à établir son hégémonie sur le continent européen par l'affaiblissement et l'asservissement de l'industrie lourde allemande.

L'année de la Ruhr fut donc l'année de la politique de contrainte. Elle marqua l'apogée des éléments français les plus impérialistes. Elle opposa brutalement la France à ses ex-alliés. Elle aggrava presque jusqu'au conflit violent l'antagonisme franco-anglais.

## II

La France bourgeoise, bernée pendant quatre années par l'Angleterre et financièrement pressée d'aboutir, accomplit en 1923 un effort désespéré pour « cueillir les fruits de la victoire ». Par l'occupation de la Ruhr, elle comptait se libérer du fardeau écrasant des charges de guerre en faisant payer à l'Allemagne une somme formidable au titre des réparations (32 milliards de francs-or).

Elle comptait encore se débarrasser des créances anglaise et américaine (30 milliards de francs-or). Enfin, et surtout, elle comptait contraindre les magnats de la Ruhr à accorder à leurs rivaux du Comité des Forges d'avantageuses participations dans les entreprises industrielles et minières rhéno-westphaliennes.

En fin de compte, la politique de la Ruhr n'a abouti ni à un triomphe, ni à un échec. Si la France n'en a pas retiré les avantages décisifs qu'elle en attendait, elle a gravement affaibli l'économie allemande, elle a obligé l'Etat allemand à cesser sa résistance passive et l'industrie allemande à signer les contrats, du reste provisoires, imposés par la M.I.C.U.M. En laissant planer sur les Stinnes, les Krupp et les Thyssen la permanente menace d'une nouvelle occupation des régions les plus riches de l'Allemagne, la France a certainement rapproché le moment où le Reich se résignera à admettre la nécessité d'une union économique franco-allemande. Enfin, si la politique de la Ruhr a dressé contre la France une Angleterre hostile, elle a en même temps inquiété suffisamment le gouvernement de Londres pour le déterminer à élargir énormément les concessions qu'il avait accordées à Paris pendant la période des négociations amiables.

## III

La bourgeoisie française n'a pas réussi à tirer pleinement parti de la possession du gage de la Ruhr, parce que son économie ne constitue pas une base assez puissante pour supporter la structure colossale de la politique étrangère poincariste.

Cette politique de prestige et de force est extrêmement coûteuse. Elle a besoin d'être appuyée par d'énormes forces militaires. Le Bloc National dut voter, en mars 1923, une loi de recrutement

aux termes de laquelle l'effectif de l'armée de terre est maintenu en temps de paix à 700.000 hommes (475.000 Français et 225.000 coloniaux). Il dut consentir d'importants sacrifices pour le développement de la flotte et de l'aviation.

La politique poincariste exige en outre la complicité d'Etats secondaires qui font payer très cher leur vassalité. En moins d'un an, la France dut prêter plus de 2 milliards à ses divers alliés et amis.

Incapable de couvrir les frais immenses de cette politique avec ses ressources fiscales normales, la France a été entraînée pendant plus de quatre années dans une politique financière insensée d'inflation et d'emprunts, de falsification des budgets et des bilans de la Banque de France. L'Etat s'est ruiné. Il défaille sous le poids d'une dette (plus de 400 milliards de francs-papier), qui pèsera lourdement sur les générations futures et compromet dès maintenant l'existence même du pouvoir politique de la bourgeoisie.

La France de 1914, en pleine prospérité, ne parvenait pas à équilibrer un budget de moins de 5 milliards de francs-or, représentant à peine 15 % de son revenu total. La France de 1924, appauvrie et dépeuplée, parviendra moins aisément encore à équilibrer un budget qui s'élève — non compris les dépenses de réparations — à 30 milliards de francs-papier, représentant à peu près 40 % de son revenu total. Les cinq sixièmes de ces 30 milliards étant absorbés par les services de la Dette publique et de la Défense nationale, on peut affirmer que ce budget est à peu près incompressible.

#### IV

La disproportion existant entre la force économique de la France et son programme politique s'est brutalement manifestée par la chute du franc, qui s'accéléra à la fin de 1923 avec une rapidité catastrophique. Poincaré dut, en toute hâte, appeler au secours la Banque anglo-saxonne. Mais, pour obtenir son appui, il dut prendre des engagements humiliants qui mettent pratiquement le budget français sous le contrôle de la finance anglaise et américaine. Ainsi la chute du franc — conséquence de la politique de la Ruhr — a replacé la France sous la tutelle de New-York et de Londres et l'a contrainte à abandonner provisoirement son programme grandiose.

Dès la fin de 1923, la baisse du franc obligea Poincaré à esquisser un mouvement de repli. Dans le premier trimestre de 1924, sous la même pression, il dut accentuer encore cette attitude conciliatrice.

Bien entendu, les résultats des élections du 11 mai vont précipiter cette évolution, qui s'étendra d'ailleurs beaucoup plus en surface qu'en profondeur. La victoire électorale des travaillistes, victoire ouvrière, n'a pas bouleversé les grandes lignes de la politique anglaise. A plus forte raison, la victoire électorale du Bloc des Gauches, victoire petite-bourgeoise, ne modifiera pas substantiellement la politique française. Une grande vague d'apaisement démocratique va recouvrir pour quelque temps les antagonismes européens ; mais ces antagonismes naturels continueront à se développer et ils ne tarderont pas à ressurgir sous des aspects plus ou moins modifiés. Il y aura enchaînement de la politique de demain avec celle d'hier.

#### V

Le succès électorale du Bloc des Gauches n'a pas été aussi complet qu'on le croit généralement. Les

partis composant ce Bloc (partis radical, républicain-socialiste et socialiste) ont recueilli environ 3.900.000 voix. Les partis composant le Bloc National ont recueilli environ 3.600.000 voix.

Mais le Bloc des Gauches a gagné beaucoup plus de sièges que de voix. En effet, une utilisation habile de l'étrange loi électorale française a seule transformé en triomphe le succès d'ailleurs très réel des partis démocratiques. En fait, le Bloc National, tout en perdant moins d'un dixième des voix qu'il avait recueillies en 1919, a perdu un tiers des sièges conquis alors par lui. Et le Bloc des Gauches, bien que n'augmentant que d'un peu plus d'un dixième la quantité des suffrages réunis par lui en 1919, a gagné plus d'un tiers des mandats. En réalité, le triomphateur de la dernière campagne électorale est le Parti communiste, qui a réuni plus de 850.000 voix, c'est-à-dire un dixième du total des suffrages exprimés et qui, par conséquent — avec une loi électorale équitablement proportionnelle — devrait avoir à la Chambre une cinquantaine de députés.

Le Bloc des Gauches ne disposera à la Chambre que d'une majorité assez réduite et particulièrement instable. La force électorale des partis qui le composent est traditionnellement constituée par la petite bourgeoisie urbaine et rurale, par la petite et la moyenne industrie, enfin par des éléments sociaux qui sont plus liés avec le marché mondial qu'avec le marché national.

C'est pourquoi le Bloc National a maintenu en général ses positions de 1919 dans les départements du Nord, de l'Est et de l'Ouest, c'est-à-dire dans les régions de grande propriété foncière et de grande industrie. Et c'est pourquoi il a été généralement battu, au contraire, dans les départements du Centre, du Sud-Est et du Sud, c'est-à-dire dans les régions de petite propriété agricole, de petite et de moyenne industrie. Comme il a été battu dans les grands ports maritimes et fluviaux : Marseille, Lyon, Le Havre, Rouen, Bordeaux.

La majorité nouvelle tiendra compte de la composition sociale de sa clientèle électorale. A son arrivée au pouvoir elle tentera de la satisfaire. Mais son aile droite (radicalisme modéré) représente surtout les intérêts des industries de transformation et des banques d'affaires. A la première menace d'une réforme fiscale, économique ou sociale vraiment populaire, ces éléments de droite s'opposeront aux éléments socialistes qui forment l'aile gauche du Bloc vainqueur. Les radicaux modérés se rapprocheront alors des républicains de gauche (aile gauche du Bloc national) parmi lesquels se trouvent certains mandataires de l'industrie lourde.

Pour conserver le pouvoir les leaders radicaux-socialistes devront tenir compte de cette aimentation d'une partie importante — économiquement plus encore que numériquement — de leur majorité vers la droite. Ils feront des concessions à cette tendance. Et par là ils prépareront leur chute.

#### VI

Dans la période qui va s'ouvrir se produira une accentuation de la politique conciliatrice inaugurée de mauvaise grâce par Poincaré. Les nouveaux ministres s'éloigneront avec un empressement sincère des voies impérialistes. Ils voudront renoncer aux buts grandioses, lointains et dangereux, visés par leurs prédécesseurs. A la politique d'hégémonie et de prestige ils s'efforceront de substituer une politique de coopération internationale soi-disant réaliste, une politique de gagne-

petit, se satisfaisant de résultats effectifs et immédiats, fussent-ils médiocres.

Ils multiplieront les proclamations démocratiques et pacifistes. Ils ressusciteront les illusions wilsoniennes. Resserrement amical des liens interalliés. Crises d'anglophilie aiguë. Tentatives de fraternisation avec les Etats-Unis. Coquetteries envers l'Italie. Désir sincère de réconciliation avec la Russie dont on se rapprochera en prenant toutefois « les précautions nécessaires ». Rapprochement prudent et lent mais sérieux et tenacement poursuivi, avec l'arrière-pensée d'un retour progressif à un accord économique, politique et militaire franco-russe qui aurait, parmi d'autres avantages, l'avantage négatif de supprimer le péril d'une alliance germano-russe et l'avantage positif de permettre à la France de mieux résister à l'Angleterre. Reprise d'une politique plus active et plus amicale en Asie-Mineure où Poincaré — absorbé par la Ruhr — a négligé et compromis les intérêts de la bourgeoisie française.

Le Bloc des gauches s'attachera à élargir le rôle joué par la Société des Nations dans la politique européenne. Il s'efforcera d'y faire admettre la Russie et même l'Allemagne « dès qu'elle aura donné des preuves suffisantes de bonne foi et de soumission ».

#### VII

Le prochain gouvernement qu'il soit purement radical, radical-socialiste ou radical-opportuniste, devra tenir compte des profondes modifications qui sont en train de s'opérer dans l'économie française.

La reconstitution industrielle des régions françaises envahies, le retour des industries métallurgique et textile de Lorraine et d'Alsace, la disposition des potasses alsaciennes et surtout des immenses gisements métalliques de l'Est et d'Algérie (70 % des réserves européennes de minerai de fer), la mise en valeur des richesses contenues dans un gigantesque empire colonial (12 millions de kilomètres carrés et 60 millions d'habitants), tous ces faits tendent à transformer la France — jadis essentiellement agricole et dont l'économie à peu près fermée fut jusqu'en 1914 étayée sur une base petite-bourgeoise — en une grande puissance industrielle.

La question des exportations va prendre en France une importance prépondérante. D'où la nécessité d'une politique impérialiste. Contraint de renoncer provisoirement aux moyens de force, l'impérialisme français, derrière le paravent du Bloc des gauches, expérimentera des méthodes d'expansion pacifique. Elles impliquent des facilités plus grandes accordées aux produits étrangers pour pénétrer en France. Herriot, maire de Lyon, cité riche de ses industries d'exportation, sera chargé d'appliquer à la France une certaine dose de libre-échangeisme.

#### VIII

Le Bloc des gauches deviendra bon gré mal gré l'instrument du grand capitalisme. La situation financière de la France est désastreuse. Or la restauration des finances publiques et d'assainissement de l'économie nationale impliquent préalablement la solution du problème de la stabilisation du franc. Et ce problème qui pèsera de plus en plus lourdement sur la politique française ne peut pas être résolu sans l'appui des banques. Sous la menace immédiate d'une nouvelle dégringolade de l'unité monétaire, le Bloc des gauches obtiendra l'indispensable concours des consortiums financiers en leur fournissant tous les apal-

sements désirables, c'est-à-dire en renonçant à l'exécution de son programme démocratique.

Il se bornera à plagier les gestes de Mac Donald, gestes symboliques et purement platoniques. Il mettra sans doute « à l'étude » la réduction du temps du service militaire et un régime fiscal plus favorable aux travailleurs. Mais il ne réalisera rien d'important. Il prolongera autant que possible l'occupation de la Ruhr. Il maintiendra intactes les forces militaires de la France. Il n'opérera aucune réforme financière ou sociale vraiment profonde.

La faillite du Bloc des gauches apparaît inévitable. Hors les moyens révolutionnaires il n'existe d'ailleurs aucune possibilité de tenir les promesses électorales qui viennent d'être faites. C'est pourquoi les socialistes les plus clairvoyants se montrent si énergiquement opposés (malgré leur appétit de pouvoir) à l'entrée immédiate des délégués de leur parti dans un ministère dont ils devraient supporter les responsabilités et partager le discrédit pour le plus grand profit des communistes.

#### IX

En raison de l'opposition des intérêts des différentes classes que représentent les trois partis du cartel électoral baptisé Bloc des gauches, la nouvelle majorité parlementaire sera extrêmement fragile. Après s'être appuyée fortement sur son aile socialiste elle vacillera vers son aile modérée et se stabilisera finalement au centre gauche. D'abord elle pratiquera avec enthousiasme une politique de conciliation nationale et d'apaisement international. Conciliation superficielle. Apaisement provisoire.

Après avoir laissé les radicaux s'user au pouvoir, le grand capitalisme français s'appliquera à dissocier le Bloc des gauches, à corrompre et à désagréger le parti radical et le parti socialiste. Il saisira ensuite la première occasion favorable — que leur créature, Millerand, s'ingéniera à provoquer s'il se maintient à l'Elysée — pour écarter du pouvoir les démocrates sincères et constituer un ministère de « concentration républicaine » appuyé sur les républicains de gauche et auquel participeraient un certain nombre de nouveaux renégats du radicalisme et du socialisme.

Ce gouvernement qui succédera probablement à un premier ministère Herriot constitué sans socialistes et peut-être à un second ministère Herriot comprenant des socialistes serait dirigé sans doute par Briand et Barthou. Il aurait pour mission de reprendre la politique des « grands intérêts nationaux », c'est-à-dire avec les accommodements imposés par les circonstances, la politique impérialiste poincariste tendant à obtenir pour l'industrie lourde une participation fructueuse dans les charbonnages et les entreprises industrielles rhéno-westphaliennes.

#### X

Même pendant la période d'apaisement, pendant la trêve ouverte par les élections du 11 mai, la lutte franco-anglaise se poursuivra non pas avec les mêmes méthodes mais au service des mêmes principes. Sous un apaisement de surface les antagonismes mûriront.

En plaçant l'Allemagne sous le contrôle économique des bourgeoisies de l'Entente, le plan des experts livre le Reich à l'avidité des ex-alliés. La mise en œuvre de ce plan fournira d'une part à l'Angleterre, à la France et aux Etats-Unis, les moyens d'empêcher le rétablissement normal de la vie économique de l'Allemagne et de se débarrasser ainsi de la concurrence allemande sur les

marchés mondiaux. Il leur donnera en outre la possibilité d'acquiescer cinq millions de marks-or de valeurs industrielles allemandes, c'est-à-dire de dominer les branches les plus importantes de l'industrie.

Pour le partage de ce butin la lutte sera sournoise mais acharnée. La France s'efforcera de grossir aux dépens de l'Angleterre et des Etats-Unis sa quote-part des dépouilles allemandes. Elle utilisera dans ce but sa participation dans les organismes de contrôle interalliés ou internationaux préconisés par les experts.

Dans cette nouvelle phase de la lutte pour la colonisation de l'Allemagne et pour l'hégémonie continentale, la bourgeoisie française emploiera une méthode plus réaliste que celle des négocia-

tions interalliées dont elle a pu mesurer l'inefficacité jusqu'en janvier 1923 et une méthode plus souple et plus complexe que la méthode de force pure appliquée pendant l'année de la Ruhr. Elle se servira à coup sûr de la position privilégiée que lui assurent sa situation géographique et sa puissante armée pour obliger l'Allemagne à organiser — à des conditions avantageuses pour l'industrie française — cette union intime du fer lorrain et du charbon westphalien qui apparaît maintenant également nécessaire aux deux Etats, qui par conséquent est inévitable et doit en fin de compte — comme le l'écrivais au lendemain de l'entrée des troupes françaises à Essen — atténuer l'antagonisme franco-allemand et exaspérer la rivalité franco-anglaise. **Jacques SADOUL.**

## Résolution concernant le Rapport du Comité Central adoptée à l'unanimité par le 13<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe

Le 13<sup>e</sup> Congrès approuve entièrement la ligne politique juste et le travail d'organisation du Comité Central, qui ont assuré au Parti des succès sérieux dans tous les domaines, et cela dans une situation difficile et compliquée. Le Congrès note avec satisfaction que l'activité de la direction du Parti s'est révélée juste dans la période écoulée, qui fut la première année de son travail, et au cours de laquelle le Comité Central et tout le Parti furent pourtant privés de Lénine.

Le Congrès approuve complètement les résolutions de la 13<sup>e</sup> Conférence panrusse sur « la reconstruction du Parti » et sur « les résultats de la discussion et les tendances petites-bourgeoises » et décide d'adopter ces résolutions aux résolutions du 13<sup>e</sup> Congrès. Le Congrès exprime sa satisfaction au Comité Central du Parti pour l'intransigeance et l'implacabilité dont le Comité Central a fait preuve pendant les discussions pour défendre le léninisme contre les déviations petites-bourgeoises.

Le Congrès approuve la politique extérieure dirigée par le Comité Central et qui a abouti à la reconnaissance *de jure* de la Russie par une série d'Etats bourgeois importants.

Le Congrès charge le Comité Central de ne donner des concessions qu'avec la plus grande prudence, de ne pas laisser toucher au monopole du commerce extérieur, de développer l'exportation des céréales et de fortifier le bilan actif de notre commerce extérieur.

Considérant la nouvelle situation internationale, et en particulier la persévérance qui se fait jour dans toutes les parties de la bourgeoisie mondiale d'obliger la Russie soviétiste de payer les dettes tsaristes et aux capitalistes étrangers les biens nationalisés le Congrès estime qu'il est nécessaire de familiariser la population laborieuse de la R.S.F.S.R. et en particulier la population des campagnes avec les décisions les plus importantes du Parti et du gouvernement des Soviets dans les questions de politique internationale.

Le Congrès constate avec satisfaction que la cause de la formation de l'Union des républiques soviétistes a été conduite à bonne fin avec succès et qu'ainsi l'on a créé une base solide pour le travail fraternel et pacifique de toutes les nationalités qui habitent les républiques des Soviets.

Le Congrès charge le Comité Central du Parti

de veiller soigneusement que les droits de toutes les nationalités de l'Union des Républiques soviétistes soient respectés — droits fixés par les décisions du 12<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste russe sur la question nationale.

Le Congrès constate que la nouvelle politique économique introduite par le Parti a résolu les tâches que le Parti s'était fixées.

Cette nouvelle politique économique a été le point de départ d'un nouveau développement économique sensible. L'agriculture se développe d'une manière certaine ; l'industrie nationalisée grandit et se concentre. Les salaires augmentent d'une manière générale et l'on peut enregistrer des succès certains dans le relèvement de la production.

Le Parti a conduit et conduit encore une lutte victorieuse contre la différence de prix entre les produits de l'agriculture et ceux de l'industrie. La confiance de la classe ouvrière dans le P.C.R. augmente et devient de plus en plus forte.

Le Parti n'a pas de raisons de réviser la nouvelle politique économique et considère que le travail systématique pour fortifier les éléments socialistes dans l'économie populaire générale est la plus prochaine des tâches dans le domaine de la nouvelle politique économique.

La tâche du Parti reste encore aujourd'hui de fortifier et de consolider la confiance de la classe paysanne dans l'Etat prolétarien, en prenant une série de mesures tendant à la collaboration économique (Smytshka) de la ville et de la campagne, au développement de l'agriculture et au relèvement du niveau intellectuel de la campagne.

Le Congrès constate que le Comité Central du Parti a accompli à un moment propice la réforme monétaire, qui est d'une importance énorme pour toute la reconstruction économique du prolétariat socialiste. L'accomplissement ferme de cette réforme énorme servira de base à l'assainissement de toute la vie économique de l'Union des Républiques soviétistes. Le Congrès constate avec satisfaction que l'on a déjà atteint des succès dans ce domaine et charge toutes les organisations locales d'assurer l'accomplissement sévère et exact de toutes les décisions des organes centraux, liées à la réforme monétaire, car il faut considérer que les difficultés dans ce domaine ne sont pas toutes vaincues et que ce n'est que la plus grande discipline qui pourra les faire éviter.

Le Congrès constate avec satisfaction que le Comité Central du Parti a pris de bonnes initiatives dans certaines questions fondamentales comme dans celles du commerce intérieur et du système coopératif. Ces questions deviendront pendant un certain temps des questions centrales. C'est de la politique juste du Parti dans ces questions que dépendront les succès futurs économiques de l'Union des Républiques soviétistes.

Le Congrès constate que le Comité Central du Parti a vu clairement, que dans la période actuelle de la Nep un développement de la nouvelle bourgeoisie était inévitable et a pris toutes les mesures politiques et économiques qui se dégagent de ce fait.

Le Congrès note avec une satisfaction particulière l'initiative politique et le travail du Comité Central concernant le testament de Lénine. Maintenant que le déclassement du prolétariat s'est arrêté, maintenant que le gouvernement des soviets enregistre les premiers succès importants sur le front économique, il devient possible de gagner à la cause du Parti des milliers de nouveaux membres et d'ouvriers des entreprises. Le P.C.R. fut et reste un parti ouvrier. La liaison du Parti avec les nombreuses masses d'ouvriers sans parti se fortifie. Le temps approche où toute la grande masse du prolétariat de notre union entrera dans le Parti. Le Congrès charge le Comité Central de diriger le travail dans cette direction, de façon à ce que l'écrasante majorité des membres du Parti se compose, dans un prochain avenir, d'ouvriers exclusivement occupés dans la production.

Le Congrès attire l'attention de tout le Parti sur la nécessité de développer le travail parmi les ouvrières et les paysannes et d'employer ces éléments dans tous les organes des soviets et du Parti.

Le Congrès approuve l'attention particulière que le Comité Central a vouée à la Fédération des Jeunes Communistes et au travail parmi la jeunesse ouvrière et paysanne.

Le renforcement de l'activité politique des masses ouvrières place le Parti devant une tâche sévère, celle de gagner les larges masses à la collaboration active dans les soviets, les syndicats et les coopératives.

Le Congrès charge toutes les organisations du Parti de porter une attention particulière sur les relations avec la meilleure partie des instituteurs de la ville et de la campagne, sur les relations avec les techniciens de l'agriculture et autres couches d'ouvriers intellectuels de la campagne, qui doivent devenir plus étroites. Dans ce but, le Parti doit appliquer une attention spéciale à l'amélioration de la situation matérielle de ces couches. En suivant cette ligne juste dans cette question, le Parti pourra bientôt faire en sorte que ces couches deviennent les agents de la pensée fondamentale du Parti et du gouvernement des soviets parmi les larges masses paysannes. Toutes les organisations du Parti doivent porter une attention particulière sur la préparation du Premier Congrès panrusse des instituteurs et faire en sorte que l'écrasante majorité des instituteurs des villages de toute la Russie puissent prendre part à ce Congrès, de façon à ce qu'il puisse fixer effectivement les tâches qui lui seront dévolues par toute la situation.

En ce qui concerne le relèvement de l'industrie nationalisée, la tâche principale dans la période

qui vient est le relèvement de l'industrie métallurgique. Maintenant que le problème du combustible est résolu, que le système ferroviaire est relevé et que la réforme financière est mise en train, notre attention doit se diriger sur l'industrie métallurgique. Remettre en marche, dans toute l'Union, la production des moyens de production signifie former une base ferme à l'économie socialiste et se libérer dans une grande mesure, de la nécessité des achats à l'étranger. Le Congrès charge le Comité Central de vouer une attention sérieuse à ce problème. Le Congrès charge également le Comité Central de vouer une plus grande attention encore à la question de l'électrification de l'Union. De façon à rendre possible la réalisation de tout le plan des travaux d'électrification qui sont d'une importance énorme pour notre économie et pour la réalisation du socialisme.

Le Congrès salue les démarches que le Comité Central a entreprises pour accomplir la réforme devenue nécessaire dans le ministère de la guerre et pour le renforcement de ce ministère par des ouvriers du Parti. Le Congrès attire l'attention du Parti sur la nécessité de développer le travail pour fortifier l'influence communiste dans l'armée, cela en rapport avec le rôle des formations territoriales de l'armée. Le Congrès charge le Comité Central de prendre une série de mesures pour augmenter le nombre de communistes dans l'armée rouge et la marine.

Le Congrès note le travail fructueux du plenum du Comité Central et des séances plénières et communes du Comité Central et de la commission de contrôle. L'expérience a prouvé que l'élargissement du Comité Central auquel on a adjoint des camarades de tout le pays qui sont en relation avec les masses a servi la cause. Le Congrès reconnaît qu'il est nécessaire de procéder à un nouvel élargissement du Comité Central et de la commission de contrôle. Le Congrès est d'avis que le Comité Central doit vouer une attention spéciale à la simplification du travail et à la concentration de l'appareil d'Etat.

Le Congrès est d'avis que la tâche la plus prochaine du Parti est l'amélioration du travail dans les organes coopératifs, du commerce et des institutions de crédit, ainsi qu'un ravitaillement intensif des ouvriers communistes.

Le Congrès pense qu'il est également nécessaire que le Parti soutienne les universités communistes beaucoup plus que ce fut le cas jusqu'ici. Le Congrès charge le Comité Central de vouer toute son attention à l'amélioration du travail dans les universités. C'est par une action sérieuse, en propageant le léninisme et en éclairant la population sur les questions litigieuses à l'intérieur du Parti que le Parti pourra s'assurer la collaboration des meilleurs éléments de la jeunesse des écoles.

Le Congrès trouve que le recensement du personnel de certains groupes de cellules du Parti, approuvé par le Comité Central du Parti, peut être d'une grande utilité pour le Parti.

Le Congrès charge le Comité Central de protéger comme il l'a fait jusqu'ici, l'unité du Parti et la ligne conséquente du bolchevisme contre toute déviation. Maintenant que le Parti a perdu le camarade Lénine, la cause de l'unité complète est devenue plus importante et plus nécessaire. La formation de fractions devra être combattue de la manière la plus sévère. Le renforcement du Parti qui ne forme qu'un bloc sur la base des principes du léninisme est la condition première à de nouveaux succès de la révolution.

# Lénine, "Sur la Route de l'Insurrection"

(Suite et fin)

## Conseil d'un absent

Lénine déclare ici que, malheureusement, tous les camarades ne comprennent pas encore clairement que « la main-mise des Soviets sur le pouvoir implique maintenant nécessairement l'insurrection armée », et il ne cesse de rappeler les mots de Marx, que « l'insurrection armée, comme la guerre, est un art ».

Personne n'a mieux compris cette pensée de Marx, personne ne l'a mieux défendue contre toutes les attaques opportunistes, que Lénine. Pendant plus de dix années, il ne s'est lassé de la répéter et de s'expliquer aux ouvriers. C'est ainsi qu'il écrit dans le numéro 2 du *Proletaire*, en août 1906, dans un article sur l'insurrection de Moscou: « Les événements de Décembre ont prouvé aussi la justesse d'une autre phrase profonde de Marx, oubliée par les opportunistes: il a écrit que l'insurrection est un art et que la règle principale consiste dans l'attaque, avec une audace désespérée, résolue, sans pitié. Nous ne nous sommes pas assez approprié cette vérité, nous n'avons pas assez étudié cet art, cette règle de l'offensive à tout prix et nous ne l'avons pas appris aux masses. Il faut maintenant rassembler toute notre énergie pour rattraper ce qui nous manque. La création de groupements, selon les mots d'ordre politiques, ne suffit pas, il faut se grouper d'après l'attitude sur l'insurrection armée. Qui est contre cette insurrection, qui ne s'y prépare pas, doit être chassé sans pitié du rang des adhérents de la révolution; il faut le renvoyer à nos adversaires, aux traîtres et aux lâches, car le jour approche où les conditions de la lutte nous obligeront à reconnaître à ce signe nos ennemis et nos amis... »

Lénine fut tourné en ridicule, à cause de ces lignes, par les mencheviks, qui ont tiré une autre leçon des événements de Décembre. « Il n'aurait pas fallu prendre les armes », telle était leur conclusion. Inflexible, Lénine maintint la pensée de Marx, l'approfondit, et sut toujours l'appliquer à la situation présente.

Les règles principales que Marx a données sont les suivantes:

« 1° Ne jamais jouer avec l'insurrection, et, lorsqu'on la commence, être bien pénétré qu'elle doit être menée jusqu'au bout;

« 2° Rassembler à l'endroit et au moment décisif, des forces de beaucoup supérieures à celles de l'ennemi, sinon ce dernier, mieux préparé et mieux organisé, anéantira les insurgés;

« 3° L'insurrection une fois commencée, il faut agir avec le maximum de vigueur et engager, coûte que coûte, l'offensive. « La défensive est la mort de l'insurrection »;

« 4° S'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu, de profiter du moment où ses troupes sont dispersées;

« 5° Remporter chaque jour des succès, même peu considérables (on pourrait même dire « chaque heure » s'il s'agit d'une seule ville), et conserver à tout prix la « supériorité morale ».

« Marx a résumé les enseignements de toutes les

révolutions sur l'insurrection armée par les paroles du « plus grand maître de la tactique révolutionnaire que l'histoire connaisse, Danton: de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace! »

« Appliqués à la Russie d'octobre 1917, ces préceptes signifient: offensive simultanée, la plus soudaine et la plus rapide possible, sur Pétrograd, du dehors et du dedans, des quartiers ouvriers et de Finlande, de Reval et de Cronstadt, offensive de toute la flotte, concentration de forces surpassant considérablement les 15 à 20.000 hommes (et peut-être davantage) de notre « garde bourgeoise » (élèves-officiers), de nos chouans (unités cosaques), etc.

« Combiner nos trois forces principales: la flotte, les ouvriers et les unités militaires pour occuper en premier lieu et conserver à tout prix: a) le téléphone; b) le télégraphe; c) les gares; d) les ponts.

« Sélectionner les éléments les plus résolus de nos groupes d'« assaut », de la jeunesse ouvrière et des matelots et en former de petits détachements chargés d'occuper tous les points les plus importants et de participer à toutes les opérations décisives, par exemple:

« Encercler Pétrograd et le couper des autres villes, s'en emparer par une attaque combinée de la flotte, des ouvriers et des troupes, — tâche qui exige de l'art et une triple audace.

« Former des détachements composés des meilleurs ouvriers qui, armés de fusils et de bombes, marcheront sur les « centres » de l'ennemi et les cerneront (écoles d'élèves-officiers, télégraphe, téléphone, etc...) et dont le mot d'ordre sera: périr jusqu'au dernier, plutôt que de laisser passer l'ennemi. » — Pages 169-70.

Cette capacité d'appliquer la théorie de Marx à la lutte pratique, de l'adapter à la situation concrète et à la structure du pays, voilà un des caractères essentiels du génie de Lénine. Et il faut, à son école, apprendre à nous servir — dans la mesure où nous en sommes capables — de cette arme sans laquelle la victoire du prolétariat n'est pas possible.

## Lettre aux camarades

Dans cette lettre, des 16 et 17 octobre, la grande supériorité, la vision singulièrement analytique, la compréhension géniale de la psychologie des masses, la clarté de la pensée, la haine et le mépris de toute hésitation, la confiance immense dans les masses, l'internationalisme incomparable de Lénine se montrent avec une évidence extrême.

Lénine apprend qu'à une « réunion très importante » de Pétrograd, un petit groupe de bolcheviks s'est soulevé contre l'insurrection armée immédiate et tout de suite, il se met à analyser leurs arguments sans pitié, à les détruire, à les foudroyer. Nous n'avons pas la majorité dans le peuple, dites-vous? demande Lénine. Mais la majorité des Soviets paysans ne se sont-ils pas prononcés contre la coalition, ce qui signifie qu'ils veulent suivre les bolcheviks? En outre, le soulèvement des paysans n'est-il point la meilleure preuve que ceux-ci sont pour nous?

Pourquoi être pessimistes?

« ...Nous ne sommes pas assez forts pour prendre le pouvoir, dites-vous, mais la bourgeoisie non plus n'est pas assez forte pour faire échouer l'Assemblée Constituante... »

« Si les élèves-officiers et les cosaques déclarent qu'ils se batront jusqu'au dernier contre les bolcheviks, on ne songe pas un instant à mettre en doute leur parole, mais si, dans des certaines d'assemblées, les ouvriers et les soldats expriment leur confiance absolue dans les bolcheviks et confirment qu'ils sont prêts à combattre pour donner le pouvoir aux Soviets, on croit devoir rappeler que voter et combattre sont deux choses différentes. » — Page 174.

L'insurrection de Kornilov a montré que les masses ont la volonté de lutter et que les Soviets sont une force. Il est honteux que de telles tentatives puissent se manifester chez nous, sur cette question. La bourgeoisie n'est pas assez forte pour faire échouer la Constituante, dites-vous? Mais elle peut atteindre ce but indirectement en livrant Pétrograd aux Allemands, en ouvrant le front, en multipliant les lock-outs, en sabotant les arrivages de céréales. Elle a déjà commencé et elle aura la force de l'accomplir, si les masses ne la renversent pas.

« ...Les Soviets doivent être un revolver appuyé sur la tempe du gouvernement afin de le forcer à convoquer l'Assemblée Constituante et à renoncer aux tentatives korniloviennes... » dit l'un de nos pessimistes. Mais renoncer à l'insurrection, c'est renoncer à remettre le pouvoir aux Soviets. Et alors les Soviets sont un revolver sans balles. Si l'on veut le charger, il faut commencer la préparation technique de l'insurrection.

« ...La bourgeoisie ne peut pas livrer Pétrograd aux Allemands, car ce ne sont pas les bourgeois, mais nos héroïques matelots qui font la guerre... » dit-on encore. Mais le corps des officiers est kornilovien et capable de trahir. Et si la bourgeoisie veut livrer Pétrograd, les moyens ne lui manquent pas pour arriver à ce résultat. Que s'en suit-il? Que nous « n'avons pas le droit d'attendre le moment où la bourgeoisie étouffera la révolution ».

« Nous nous renforçons chaque jour, nous pouvons être une puissante opposition dans l'Assemblée Constituante; pourquoi tout risquer sur une carte... demandez-vous? »

« C'est le raisonnement d'un philistin qui a lu que l'Assemblée Constituante allait être convoquée et qui se repose avec confiance sur les voies légales et constitutionnelles du soin d'arranger la situation. » — Page 178.

Malheureusement, nous ne pouvons attendre plus longtemps, car ni la faim, ni la guerre, ni l'insurrection des paysans, ni les négociations secrètes de Rodzianko et de Maklakow, etc., n'attendent!

« ...Si les korniloviens recommençaient, nous leur ferions voir de quel bois nous nous chauffons. Mais commencer nous-mêmes, à quoi bon courir le risque d'un insuccès?... dites-vous. C'est-à-dire que vous voulez attendre que Kornilov commence. Mais quoi? Et si Kornilov a appris quelque chose? Que faire? Attendre un miracle? »

« ...Dans la situation internationale, il n'y a rien en somme, qui nous oblige à entrer en action immédiatement; nous nuirions plutôt à la cause de la révolution socialiste en Occident, si nous nous faisons fusiller... » dites-vous?

N'est-ce pas une honte pour des internationalistes révolutionnaires que de raisonner ainsi? Son-

gez donc: en Allemagne, où il n'y a ni liberté de presse, ni liberté de réunion, où — non seulement les Soviets n'existent pas, mais où il n'existe même pas une forte organisation révolutionnaire — c'est dans cette Allemagne que les ouvriers en uniformes de matelots ont osé se révolter sur les vaisseaux. Et nous qui disposons de plusieurs douzaines de journaux, qui jouissons de la liberté de réunion, qui avons la majorité dans les Soviets, nous qui sommes, en comparaison avec nos camarades du monde entier, dans une situation extrêmement privilégiée, « nous nous refuserions à soutenir par notre insurrection les révolutionnaires allemands! Nous raisonnerions comme les Scheidemann et les Renaudel, nous dirions: le mieux est de ne pas tenter un soulèvement, car si l'on nous fusille, le monde perdra des internationalistes, raisonnables, modèles, hors ligne! » (1) — Page 180.

Comme l'internationalisme fleurira rapidement dans le monde si cette sage politique triomphait partout! Ainsi Lénine réfute, ridiculise et anéantit un argument après l'autre en prouvant toujours de nouveau que c'est maintenant le moment propice pour le déclenchement d'une insurrection victorieuse, que ce serait folie de se laisser intimider par l'opposition du Comité Central, par les mencheviki-internationalistes, de la Novaia-Jizn et des S.-R. de gauche. Lénine démontre que la majorité du peuple est pour les bolcheviks; qu'elle hésite de faire des démonstrations et de déclencher des luttes partielles uniquement parce qu'elle s'attend à de grandes luttes décisives. Lénine démontre que le problème du ravitaillement ne peut être résolu que par une insurrection, que la dictature du prolétariat rencontrera d'immenses difficultés, surtout dans une période de guerre impérialiste, mais qu'elle provoquera, dans la situation internationale, dans la vie économique du pays et dans l'esprit de l'armée de tels changements qu'elle facilitera énormément l'élimination de toutes ces difficultés.

\*\*\*

Heine dit quelque part qu'en écrivant ses poèmes, il lui semblait entendre au-dessus de sa tête le battement des ailes d'un aigle. En lisant *Sur la route de l'insurrection*, de Lénine, il me semblait entendre le cliquetis des armes et la marche de puissantes légions ouvrières, et incessamment les cris de: « Vive la révolution russe! Vive la révolution mondiale! »

Tous les camarades doivent lire ce livre — non pas le lire — mais l'étudier avec l'attention la plus extrême. Ils enrichiront ainsi leurs connaissances et se sentiront encore plus fiers d'être communistes.

METTASCH.

(1) Il est intéressant de souligner ici la façon dont les menchevistes posent la question. Un menchevik tiendrait le raisonnement suivant: Certes, en Allemagne, où la situation est excessivement dure pour le prolétariat, à qui on a enlevé toutes les libertés démocratiques, nous pouvons comprendre que les matelots se mutinent, mais nous qui jouissons de la liberté la plus complète, qui possédons des dizaines de journaux et avons la majorité dans les Soviets, pourquoi ferions-nous une insurrection?

Mais Lénine tient un raisonnement tout à fait opposé: précisément parce que notre situation est meilleure que celle des internationalistes des autres pays, notre devoir d'internationalistes est beaucoup plus grand, nous devons voler au secours du prolétariat mondial en conquérant le pouvoir par une insurrection armée.

# Lettre Politique de Manabendra Nath Roy sur le Devoir des Intellectuels Révolutionnaires

*La lettre que nous reproduisons ci-dessous fut écrite le 15 août 1923. Elle constituait une des principales pièces d'accusation dans le procès contre les révolutionnaires hindous et contre le camarade M.-N. Roy en particulier, procès qui s'est terminé par la condamnation des inculpés à plusieurs années de travaux forcés (20 mai 1924).*

*Le mouvement de la « non-coopération », contre lequel la lettre se dresse, est le mouvement auquel participait Ghandi avant sa libération par Mac Donald, mouvement qui préconise le boycottage général du gouvernement et de toutes ses institutions (par le refus de payer les impôts, le refus d'acceptation de tout poste de fonctionnaire, par le boycottage des écoles, etc.).*

LA REDACTION.

Chers amis,

En dépit de l'aversion pour toutes les choses révolutionnaires que le mouvement de la « Non-Coopération » a manifestée, notre foi dans leur efficacité était vraiment émuovante.

Je suppose que la puissance apparente de ce mouvement vous a empêchés d'analyser sa composition et de découvrir sa faiblesse inhérente, la faiblesse qui pourtant ne pourra pas être cachée longtemps. Vous étiez indulgent et vous avez préféré attendre patiemment. La philosophie de cette attitude est celle du bon vieux temps, où l'on « sacrifiait l'individu à la cause générale ».

Mais, avant de se priver complètement du droit de juger par soi-même, il est nécessaire de connaître à fond la nature, l'idéal et les principes par lesquels se constituent peu à peu la cause, ainsi que les facteurs objectifs et subjectifs qui mènent vers sa réalisation. Vous avez préféré sacrifier votre droit de critique individuel à la cause de la Non-coopération ; mais, après tout, quelle était cette cause ? Pourquoi vous êtes-vous sacrifiés pour elle ? Quand j'ai élevé ma voix, il y a plus de deux ans de cela, contre l'hypocrisie de la Non-coopération, quand j'ai eu le courage d'exprimer des convictions qui, quoique vraies, n'étaient pas agréables, cette philosophie de renoncement vous a poussé à me considérer avec déplaisir. Je suis prêt à reconnaître qu'en faisant abstraction de ses défauts inhérents à sa nature, il était assez naturel de votre part de prendre cette attitude envers un mouvement qui présentait de grandes possibilités pour l'avenir. Mais, maintenant, on ne peut même plus dire cela. Le mouvement dont vous attendiez tant de choses est mort. Il n'est pas nécessaire que vous me fassiez l'honneur d'avoir vu juste. Ce que j'attends de vous, c'est que vous soyez assez réalistes pour comprendre qu'il n'y a plus rien qui existe pour réclamer de vous cette fidélité à une cause, dont l'effet le plus fatal était de vous réduire à une complète inertie. Le temps est venu pour vous de prendre position.

Le mouvement de la Non-Coopération appartient au passé. Le Congrès s'est divisé en plus de deux fractions. La tendance prédominante est vers la droite, c'est-à-dire vers la reprise des anciennes méthodes constitutionnelles qui, en somme, seront plus puissantes dans les phases prochaines

du développement de notre mouvement que la confusion absolue qui régnait dans les derniers jours de la Non-Coopération. Mais l'agitation constitutionnelle, quoique poussant le mouvement en avant, jusqu'à un certain degré, n'est pas ce qu'il nous faut pour la conquête de la liberté. Ce ne sera qu'un pas en avant, et c'est tout. Les autres sections de la Non-Coopération vont à la dérive, comme des vaisseaux sans gouvernail, sans programme, sans but et sans chef.

Le gouvernement prend avantage du chaos présent. Pour cette raison, les éléments révolutionnaires de notre mouvement ne doivent pas rester passifs dans cette circonstance décisive. Ils doivent agir. Nous avons à choisir entre deux directions : ou joindre nos forces à celles du Parti de la démocratie constitutionnelle ou former une nouvelle organisation qui corresponde aux besoins réels du pays.

Les dissensions dans le Parti du *statu quo* montrent que, dans les rangs des congressistes, il y a un élément révolutionnaire important, encore inconscient de son rôle et de sa force. Il passe par une période de désillusions. A chaque pas, il se voit trahi par des chefs dans lesquels il avait mis tant de confiance. C'est le moment le plus opportun, pour ces révolutionnaires conscients qui constituent l'avant-garde de l'armée de la liberté, de s'affirmer et de se mettre à la tête de ces forces désorganisées et éparpillées. Quand on me demande : « Que faudrait-il faire ? » Je réponds : « Voici une armée sans commandement, mettez-vous à sa tête ! » La vraie question est celle-ci : comment procéder ? Ce que nous avons fait en parlant et en écrivant durant ces deux années passées (et ce qui m'a fait encourir votre désapprobation), c'est de donner une réponse à cette question.

Récapitulons les aspects pratiques de la solution proposée par nous. Un parti nouveau est nécessaire. Non pas de ces anciennes organisations secrètes, sans aucune vue politique, mais une organisation des masses se présentant hardiment avec son programme économique et social. Vous n'ignorez peut-être pas que les bases d'une telle organisation, d'un tel parti, ont été jetées par tout le pays. Et ce fut justement le gouvernement qui, le premier, a compris la signification de ce fait. C'est pour cela qu'il abat sur ce parti embryonnaire la lourde main de la répression. Le cri de « bolchevisme » a retenti et la majorité des nationalistes s'est laissée épouvanter par ce cri. Mais plus ils sont alarmés, plus la main du gouvernement devient dure. Si l'on veut menacer sérieusement les positions de l'impérialisme, il faut qu'un parti révolutionnaire des masses soit créé. Mais ce parti ne peut être organisé dans les Indes qu'avec un programme qui place les revendications économiques des ouvriers et des paysans en première ligne.

Appelez cela « bolchevisme » si vous voulez. Dans ce cas, laissez-moi vous dire franchement que le salut des Indes est dans le bolchevisme. Mais nous n'avons pas besoin de faire sensation. Les Indes sont encore loin du bolchevisme. Nous aurons encore à passer par maints autres

« ismes » avant d'arriver à ce stade. Dans ces phases intermédiaires, il nous faudra combattre pour gagner chaque pouce de terrain. Les expériences des trois dernières années doivent avoir convaincu tous ceux qui ont l'esprit ouvert, que la nation est composée de deux éléments : un qui est capable de faire beaucoup de bruit, mais qui ne veut pas lutter ; l'autre qui apparaît muet, ignorant, indiscipliné, mais qui est prêt à la lutte et peut combattre. Le premier a jusqu'ici occupé le centre de la scène, mais maintenant l'heure de l'autre est venue.

Seul l'intérêt de classe, seul le préjugé de classe peut nous empêcher de reconnaître le caractère essentiel de la lutte nationale d'aujourd'hui. Nos intellectuels déclassés ne peuvent avoir des intérêts de classe depuis qu'ils sont dépouillés de leurs droits à la propriété et de leurs titres. De là leur tendance révolutionnaire. Le développement politique et économique de la bourgeoisie indigène — se faisant non pas aux dépens, mais en connexion avec l'impérialisme — ne résoudra pas le problème qui se présente aux intellectuels de la petite bourgeoisie, le problème qui est celui de la lutte quotidienne pour l'existence. Il reste encore un préjugé de classe, héréditaire et enraciné dans l'esprit de ces intellectuels, les attachant psychologiquement aux classes possédantes et les empêchant de reconnaître clairement leur véritable situation : celle d'intellectuels prolétariés dont la place est à côté des masses expropriées.

Les intellectuels, économiquement déclassés, peuvent assez facilement acquérir l'idéologie de la nouvelle classe dans laquelle ils ont été jetés. L'alarme provoquée par l'augmentation du chômage dans les rangs de la petite bourgeoisie prouve que de véritables révolutionnaires sont capables de s'assimiler cette nouvelle idéologie. Il suffit d'être un peu moins sentimental et un peu plus réaliste pour que la moitié du chemin soit faite.

Laisant, pour le moment, de côté la question du bien-être des masses laborieuses, nous allons poser cette question : Quel bénéfice pourrait apporter à la classe petite bourgeoise, à laquelle nous appartenons tous, la réalisation de l'un ou de l'autre des programmes politiques en présence desquels nous nous trouvons, soit le programme des modérés, soit celui des Swarajistes, soit celui des non-coopérateurs orthodoxes. Le nationalisme n'est pas une chimère ; son contenu est très réel. Derrière chaque aspect particulier du nationalisme se cachent les intérêts matériels d'une des différentes classes qui constituent l'ensemble de la population.

Vous m'accuserez de professer un matérialisme vulgaire. Eh bien ! je vous pose la question suivante : Comment voulez-vous réaliser votre programme du nationalisme culturel si le cerveau de votre classe est vidé par la sous-alimentation et par la maladie ? Vivre avec 30 roupies par mois ? Pouvez-vous vous imaginer qu'un fonctionnaire, avec famille, puisse vivre avec 30 roupies par mois, quand le coût de la vie augmente chaque jour. Croyez-vous qu'il fera des rêves sur le nationalisme culturel de Vivekenanda ou d'Aravinda (ce qui n'est qu'un « impérialisme spirituel ») ? Croyez-vous qu'il va lutter pour un tel idéal ?

Le nationalisme de défense, comme le prêche C. R. Das, est un non-sens. C'est ou une stupidité ou une pure hypocrisie que de dire que notre nationalisme est différent du nationalisme européen. Le nationalisme est toujours agressif, directement ou indirectement. L'histoire du développement

national de chaque pays le prouve d'une façon probante. Le but suprême au nationalisme indien, c'est de conquérir le monde ; peut-être par « des moyens non violents et pacifiques. » Mais n'est-ce pas ridicule que d'aspirer à la domination mondiale « culturelle » ou « spirituelle », quand nous sommes incapables de nous procurer la nourriture quotidienne pour nos familles et nous-mêmes ?

Les classes supérieure et moyenne de la bourgeoisie, dont les membres désirent changer la liberté nationale en liberté pour eux-mêmes, d'exploiter le reste de la nation — nos classes possédantes invoquent la mission spirituelle des Indes, seulement pour abuser la petite bourgeoisie qui a toutes raisons sur terre d'être révolutionnaire et de se placer à la tête d'un mouvement de masses, ayant pour but d'assurer une réelle liberté à la majorité du peuple indien. L'effondrement du mouvement de la non-coopération, la façon dont graduellement, mais sans qu'on puisse s'y tromper, le parti Swaraj s'est montré sous son véritable jour, met la bourgeoisie dans une disposition d'esprit favorable à une évolution. Bientôt ses membres seront capables d'entendre raison. Les divagations du serviteur ne pourront plus longtemps les hypnotiser. Le temps est venu de leur donner de nouveaux chefs, et de leur montrer une nouvelle direction. Mais d'eux-mêmes les petits bourgeois sont incapables de rien faire. Ou bien ils seront les imitateurs misérables et aveuglés de la bourgeoisie, ou bien en se dépouillant de tout préjugé de classe, ils feront cause commune, une fois pour toutes, avec les ouvriers et les paysans. Dans le dernier cas, s'ils sont courageux, ils ont une chance de jouer un rôle politique. C'est pourquoi je vous propose de rejeter loin de vous l'attitude passive et d'apparaître dans le champ de la politique, non pas à la remorque de quelque parti politique usé, mais comme force indépendante avec de nouvelles perspectives et un nouveau programme. Si vous ne savez vous y résoudre, une situation déplorable s'en suivra et poussera les intellectuels révolutionnaires de la classe moyenne à recourir de nouveau à la vieille tactique du terrorisme individuel, qui sera funeste et tuera les possibilités d'existence d'un grand parti légal de masses, et ceci pour longtemps. Une telle tendance s'est déjà manifestée dans le Punjab. Le sabotage du Comité Gurdwara Prabandhak a ruiné le mouvement d'Akali. Le peu de chefs révolutionnaires conscients qui s'y trouvaient ont été fait prisonniers par le gouvernement. La masse s'est trouvée jetée dans la confusion et le désespoir. La conséquence en fut l'émeute des Baber Akalis qui marque une victoire des terroristes révolutionnaires. Les jours sont passés où les mouvements insurrectionnels apportaient une aide aux grandes luttes politiques, car le progrès se trouve arrêté par la répression sauvage qui suit immédiatement une telle explosion de violence prématurée. Si nous ne faisons pas attention, il y aura une recrudescence du mouvement terroriste par toute la contrée, dont la répression correspondra à un état de siège et à la suppression du peu de droits constitutionnels dont nous jouissons : liberté de la presse, de la parole et droit de réunion. Ce qu'il nous faut maintenant, ce n'est pas le terrorisme individuel, mais l'organisation d'un grand parti politique des ouvriers et des paysans de toute l'Inde, sur un programme d'émancipation économique et social assez large pour admettre la petite bourgeoisie expropriée et pour attirer à soi tous les éléments véritablement révolutionnaires du pays qui trouveront dans un tel parti, non

seulement quelque chose qui corresponde à leurs propres intérêts, mais aussi bien un champ d'action pratique et constructif. Je suis déjà entré dans tous les détails au sujet du programme de la tactique et de la méthode d'un tel parti. Bref, il nous faut fournir quelques débouchés à l'énergie de ces jeunes gens impatients, qui ont attendu trois ans la déclaration de désobéissance civile, et qui ont attendu si longtemps en vain.

On peut trouver ces débouchés dans l'action pour la propagande et l'organisation qui amènera les masses, d'une façon consciente, au sein du mouvement nouveau. Une telle action éveillera chez les travailleurs le sentiment des classes en leur expliquant quelles sont les conditions économiques de leur vie et en leur montrant le chemin pour en sortir. Il est nécessaire, non seulement de leur montrer le but, mais d'être avec eux dans leurs luttes quotidiennes pour la vie et de gagner ainsi leur confiance. Ghandi a versé des larmes de crocodile sur les masses. Das a parlé abondamment au sujet de la nécessité d'organiser les travailleurs, mais ni l'un ni l'autre n'a rien fait dans ce sens, ni aucun d'eux ne voulait réellement faire quelque chose dans la direction que nous avons tracée. Nous nous montrerons différents des autres seulement quand nous reconnaitrons le fait que nos rapports avec la classe laborieuse ne sont

point des rapports d'humanitarisme, mais qu'ils sont une relation organique d'intérêts communs. Les intérêts de notre classe petite-bourgeoise sont liés d'une façon irrévocable avec ceux de la classe ouvrière, et d'abord il nous faut avoir conscience de cette vérité fondamentale, il nous faut travailler conformément à cette conviction, et alors le reste de la tâche deviendra clair. Si, grâce à notre propagande, nous développons une conception nette de la situation des Indes, à la lumière du matérialisme historique, si nous éveillons le sentiment de la lutte de classe dans la majorité opprimée et exploitée, si nous convainquons les esprits encore hésitants de ces révolutionnaires indous, qui cherchent encore leur chemin dans les ténèbres, alors nos efforts n'auront pas été inutiles.

Nous en appelons à tous ceux qui sont sincèrement convaincus que la route vers la liberté se trouve dans cette direction pour qu'ils se jettent corps et âme dans cette grande entreprise d'organisation d'un parti de masse des ouvriers et des paysans de l'Inde, en se ralliant à un programme d'émancipation économique et social et à la devise : « Non pas les masses pour la Révolution, mais la Révolution pour les masses ».

M.-N. ROY.

## Plus d'attention à la Question Coloniale

Depuis la guerre, la France capitaliste a agrandi son domaine colonial par le rapt des colonies allemandes, elle a occupé les bassins miniers de la Lorraine et les bassins houillers de la Ruhr et devient ainsi la deuxième nation impérialiste du globe.

Son empire colonial, devant son ancien état arriéré de développement technique, resta longtemps inexploité. Les colonies n'étaient que des sources de matières premières faciles à extraire ou emportables, des sources d'importation agricole ou des postes de sinécures pour tout un monde de militaires et de fonctionnaires. Sa colonisation est basée sur le vol systématique des produits indigènes : la gabegie, la corruption y règnent en maîtres.

Aujourd'hui, le capital s'étant accumulé, de grands consortiums s'étant créés, on ne parle que de mettre en valeur cet immense domaine colonial et d'exploiter les richesses naturelles qu'il contient.

Toute la presse bourgeoise mène une propagande effrénée dans ce but ; chaque gazette métropolitaine a sa page coloniale ; de grands projets de mise en valeur des colonies sont déposés au Parlement, d'innombrables banques coloniales surgissent, de vastes travaux d'assainissement, d'irrigation, de construction de ports et de voies ferrées sont envisagés, et pour réaliser ce programme colossal, le problème de la main-d'œuvre devient la pierre d'achoppement.

Pour solutionner ce grave problème, des esclavagistes de tous poids font des suggestions stupéfiantes dénotant toute l'insatiabilité de la production capitaliste.

Dans certaines colonies on préconise tout bonnement l'emploi de la main-d'œuvre militaire réplémentée et contrôlée par une loi spéciale. Pour

la culture cotonnière, dans la vallée du Niger, le général Mangin (celui qui a dit que la France avait 100 millions d'habitants) propose le recrutement d'un contingent de trois cent mille noirs, tandis que Georges Barthélemy, ex-député du Pas-de-Calais et rapporteur des travaux de mise en valeur de l'A.O.F., abaisse le chiffre à 80.000 hommes.

Quel sera le salaire de ces ouvriers en uniforme ? Le salaire d'un soldat, naturellement ! Salaire qui aura une répercussion autrement funeste que celle connue jusqu'à présent par la classe ouvrière française. Devant un avenir aussi sombre pour les conditions de vie du prolétariat européen et colonial, le parti français devra déployer la plus grande activité pour déjouer les manœuvres de son impérialisme et soutenir les mouvements de révolte des esclaves coloniaux qui veulent s'affranchir d'une telle oppression.

Le 4<sup>e</sup> Congrès mondial avait critiqué la passivité du parti français en matière coloniale.

Depuis cette période, une année et demie se sont écoulées : le Parti a accompli un grand progrès dans la voie communiste, il s'est épuré des éléments opportunistes ayant des attaches avec la bourgeoisie : il s'est approché des masses en France. Mais qu'a-t-il fait pour les masses dans les colonies ? Presque rien. Lors des dernières discussions, le Parti s'est prononcé sur des questions internationales de la plus haute portée politique et a montré que son niveau intellectuel s'est élevé ; le Parti a fait preuve d'une vitalité étonnante pour sa jeunesse. Mais s'il a pu résoudre des questions extérieures d'une telle importance : telle que la question anglaise, la question russe ou allemande, comment faut-il comprendre cette indifférence vis-à-vis d'une question qui est la base de l'économie capitaliste moderne ?

Est-ce que, par exemple, l'avènement des travaillistes au pouvoir n'a pas été hâté par la crise du chômage qui a donné lieu aux illusions au sein de la classe ouvrière britannique qui a encore confiance en les remèdes qu'apporteraient les dirigeants du Labour Party ? Est-ce que cette crise n'était pas occasionnée par la concurrence de l'industrie coloniale qui supplantait celle de la métropole ? Les filatures, les usines métallurgiques jetaient sur le pavé des milliers de leurs ouvriers, tandis que la production était assurée par les manufactures des Indes qui payaient des salaires de famine, ne dépassant pas 75 centimes par jour. Et le boycottage des produits anglais par les Hindous ne limitait-il pas l'écoulement des produits manufacturés de la métropole ?

Du jour où les Indes s'affranchiront de la domination du capitalisme britannique, l'Angleterre — privée des matières premières, de richesses inestimables et de la main-d'œuvre vile — se trouvera dans une situation catastrophique et toute son économie s'effondrera. Ce jour-là, un grand changement idéologique s'opérera dans l'esprit de l'ouvrier anglais. Toute cette mentalité de tradition et de conservatisme, toute cette confiance qu'il porte à ce gouvernement né du bureaucratisme de ses organisations ouvrières et qui est un résultat du processus lent de son évolution et reflétant celui du développement de la production et du capital en Angleterre ; toute cette idéologie si longue à déraciner fera un saut brusque dans la voie révolutionnaire devant l'impuissance du réformisme, devant la puissance des forces économiques.

Il serait erroné de croire qu'il faut attendre la révolution européenne pour libérer les colonies du joug impérialiste, et que les peuples coloniaux doivent passer par toutes les phases de l'évolution idéologique du prolétariat métropolitain pour arriver à ce degré révolutionnaire nécessaire à l'instauration d'une société communiste. L'envahissement du capital étranger qui n'est pas né de l'économie coloniale, mais qui afflue pour s'y investir, transporte l'organisation de la production des colonies arriérées de plusieurs siècles brusquement dans une économie capitaliste moderne. Et comme partout où il y a un capital il y a un prolétariat, la conscience de classe éclot plus promptement dans l'esprit vierge des indigènes qu'elle ne le fait dans les cerveaux endurcis par des années de démocratisme bourgeois. Les dernières grèves de Bombay où les ouvriers mirent le feu aux usines, l'occupation d'usines en Egypte par les ouvriers lock-outés nous prouvent que les indigènes des colonies sont capables d'action plus énergique que celle de leurs frères européens. Et la Perse, ce pays où n'existe même pas une ligne de chemin de fer, n'a-t-elle pas fait sa révolution bolchevique ? Si elle avait pu s'accomplir avec le concours de la Russie d'aujourd'hui, cette révolution qui s'était si merveilleusement déclanchée, n'aurait pas connu un échec et aurait écrasé en un seul mouvement son féodalisme et le capitalisme étranger qui l'asservit.

Dans la structure de l'organisation capitaliste moderne, la situation du prolétariat européen est étroitement liée à celle des pays coloniaux et semi-coloniaux : le sort de l'un influe sur celui de l'autre. Un parti qui se dit marxiste et surtout léniniste doit attacher une attention aussi grande pour l'une que pour l'autre question. Nul communiste ne doit exclusivement s'occuper du mouvement ouvrier européen et ignorer l'existence d'un prolétariat colonial. Si le Parti communiste d'un pays dont l'impérialisme opprime des coloniaux,

paé son action concrète ne fait rien pour libérer les masses coloniales opprimées par l'impérialisme de la métropole, il se donne une face de II<sup>e</sup> Internationale, car l'étude des questions européennes n'empêche celle des colonies. Se limiter à élaborer des thèses philosophiques ou des chefs-d'œuvre de littérature qu'on présente et qu'on vote mécaniquement dans les Congrès, c'est retomber dans le bureaucratisme de la II<sup>e</sup> Internationale. En France, il y a un énorme travail d'organisation syndicale et politique à entreprendre. Il faut que l'activité s'étende sur toutes les colonies ; il faut étudier la situation dans les colonies pour avoir une connaissance approfondie de leur économie respective et du mouvement politique approprié. Il faut prêter tout l'aide nécessaire et favoriser tout mouvement révolutionnaire qui affaiblira l'impérialisme et précipitera sa chute.

L'impérialisme français exploite et opprime 60 millions de prolétaires, le Parti français ne peut l'ignorer et doit accorder à la question coloniale plus d'attention qu'il ne l'a fait jusqu'à présent.

Nous sommes sûrs que le 5<sup>e</sup> Congrès mondial donnera une plus large place dans sa discussion sur le mouvement révolutionnaire des colonies, qu'il contribuera à jeter une pleine clarté sur le problème et précisera les méthodes d'action.

Le Parti devra porter la plus grande ardeur dans l'accomplissement de cette tâche et élaborer des directives de travail.

C'est alors seulement qu'il deviendra un véritable Parti communiste, une véritable section de l'Internationale.

EL-DJAZAIRI.

## LISEZ LES LIVRES DE LENINE :

- L'Etat et la Révolution ;**
- La maladie infantile du Communisme ;**
- La Révolution prolétarienne ;**
- L'Impérialisme ;**
- Le rôle de la Jeunesse Communiste.**
- Sur la route de l'insurrection.**

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

### Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,  
120, rue Lafayette, Paris

## LE DANGER FASCISTE

Dans les rangs du Parti, on a, ces jours derniers, beaucoup parlé du danger fasciste. Nos camarades ont l'air de dire qu'en France, les organisations fascistes se formeront au cours d'une lutte de la bourgeoisie réactionnaire contre le Bloc des Gauches. On voit, dans nos radicaux et S. F. I. O., des hommes qui sont tout de même capables d'attaquer sérieusement les privilèges de la grande bourgeoisie, ce qui poussera celle-ci à la défense armée.

Ceci est une appréciation tout à fait fautive. Le Bloc des Gauches n'entamera jamais une lutte quelque peu sérieuse contre ce qu'il appelle la réaction.

Le Bloc des Gauches restera strictement dans le cadre de la Constitution. Les radicaux et S. F. I. O., ces jours-ci fort en mouvement, se calmeront vite, une fois en possession des postes convoités. Leur programme n'est pas du tout de nature à affoler la grande bourgeoisie.

Dans la discussion sur la crise actuelle et le danger fasciste, certains camarades ont fait allusion à l'exemple de l'Italie en disant que c'était justement le faible gouvernement de Giolitti qui donnait lieu à la création d'organisations d'auto-protection de la bourgeoisie qui devinrent peu à peu les cadres armés du fascisme.

Très bien. Mais il ne faut pas oublier une chose, c'est que le fascisme ne se dressait pas contre le gouvernement de Giolitti, mais contre le mouvement ouvrier qui, à ce moment-là, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre jusqu'à l'occupation des usines (1920), fut extrêmement fort. Le gouvernement de Giolitti, ne disposant que d'un appareil d'Etat fortement ébranlé par la guerre et discrédité, se montrait incapable de mater le mouvement ouvrier, et c'est pourquoi la bourgeoisie se mit à créer ses organisations d'auto-protection, embryon du fascisme, pour lutter contre les ouvriers révolutionnaires qui avaient osé occuper les usines et qui avaient été tout prêts à prendre le pouvoir et à exproprier la bourgeoisie. Il est, d'ailleurs, notoire que le fascisme se dirige exclusivement contre la classe ouvrière révolutionnaire, dont il saccage les maisons du peuple, les coopératives, les imprimeries, les sièges des organisations, etc.

Prenons un autre exemple, celui de l'Angleterre.

Là, nous voyons que la bourgeoisie a confié à Mac Donald le gouvernail de son Etat, — à Mac Donald, dont les conceptions sociales ne se différencient peut-être que fort peu de celles de Herriot, mais qui, tout de même, s'appuie bien plus que ce dernier sur des masses ouvrières. La bourgeoisie britannique n'est non seulement pas affolée par ce gouvernement de gauche, mais elle l'a instauré de son propre gré. Et les débuts du fascisme britannique sont, en ce moment, encore bien insignifiants et ne se sont aucunement développés depuis l'avènement des travaillistes. Comme le mouvement ouvrier britannique n'a pas encore pris une allure révolutionnaire, la bourgeoisie d'outre-Manche n'éprouve pas le besoin de créer, dès maintenant, des organismes d'auto-protection.

L'Angleterre et l'Italie prouvent donc que le fascisme se crée contre un mouvement ouvrier révolutionnaire et non pas contre un gouvernement de gauche.

Jetons rapidement un coup d'œil sur l'Allemagne. Pour tout camarade qui a quelque peu suivi les événements de là-bas, il ne fait aucun doute que le mouvement fasciste allemand — nonobstant quelques aspects particuliers au pays (esprit monarchiste et de revanche) — se dirige avant tout contre le mouvement ouvrier révolutionnaire. Les récentes luttes entre communistes et voelkisch (fascistes) qui ont eu lieu à Halle le démontrent.

Un petit exemple probant est enfin celui des grandes grèves générales en Suisse, en novembre 1918 et en août 1919, auxquelles participèrent des centaines de milliers d'ouvriers et qui, pour un moment, affolèrent la bourgeoisie. Mais, aussitôt le premier danger passé, les bourgeois suisses constituèrent rapidement leurs gardes civiques, forme spécifiquement suisse d'un fascisme resté embryonnaire par suite de l'arrêt du mouvement ouvrier révolutionnaire.

En France, les événements prendront essentiellement la même tournure. Le Bloc des Gauches pariera beaucoup et fera quelques petites réformes, sans pour cela trop inquiéter les milieux réactionnaires. Le Bloc des Gauches n'est, d'ailleurs, comme on sait, pas une nouveauté; on l'a longtemps vu à l'œuvre avant la guerre, sans qu'il ait provoqué la guerre civile. Les milieux réactionnaires n'auront pas besoin d'avoir recours aux armes pour sauver, contre le Bloc des Gauches, leurs intérêts; ils trouveront des arrangements avec ses hommes, arrangements des plus pacifiques, mais pas moins efficaces.

Le fascisme français sera un mouvement se dressant contre la vague révolutionnaire prolétarienne — ou ne sera pas!

Le Bloc des Gauches sera l'instigateur du fascisme français dans ce sens qu'il se montrera incapable d'apporter une solution aux problèmes économiques, sociaux et politiques, qu'il ne résoudra pas plus le problème de la dette publique, des impôts, de la baisse du franc, de la cherté des vivres, que les problèmes de la politique extérieure.

La baisse du franc, la cherté des vivres, les grèves, les lock-outs accentueront l'antagonisme des classes, obligeront le prolétariat à élargir, à consolider ses organisations, l'obligeront à renoncer aux petites grèves partielles et à déclencher de grands mouvements généraux — qui alors affolent la bourgeoisie et la pousseront à la formation d'organisations d'auto-protection, c'est-à-dire d'organisations fascistes.

Et alors, nous verrons, non pas les hommes du Bloc des Gauches combattre le fascisme, mais bien, au contraire, le tolérer, l'encourager, le soutenir même. Nos radicaux, en bons Français, se montreront de fidèles soutiens de la démocratie, de l'ordre, de la patrie, de la propriété privée.

Et les S. F. I. O., n'ayant pas des masses ouvrières derrière eux, dépendant des radicaux, attachés au rattachement du Bloc des Gauches, intéressés au maintien de l'Etat bourgeois par les postes qu'ils y occupent et qu'ils y occuperont, se jetteront corps et âmes contre les ouvriers en révolte et se rangeront du côté du fascisme, soutien de l'ordre bourgeois.

H. BOREL.

# CHRONIQUE DES CELLULES

## LE PARTI ET LES CELLULES

Il semble que le Parti ne pose pas dans sa presse, dans ses réunions, avec suffisamment d'ampleur, la question des cellules.

Nos organes de province reflètent parfaitement les imperfections et les lacunes de notre action. On a beaucoup causé dans nos feuilles des élections. On y a « passé » un grand nombre de bons « papiers » sur la canaillerie du Bloc des Gauches et beaucoup aussi de mauvais filets sans aucune portée éducative. Mais on n'y a pas parlé des cellules. Ou presque pas. On a « planqué » la question dans un coin.

Pourtant nous pouvons dire que la transformation des cercles de bavardages du Parti en cellules d'action, est vitale pour nous. Nous connaissons les défauts du Parti. Nous avons conservé trop longtemps à notre organisation sa forme réformiste d'antan. Nous avons rompu avec bien des erreurs, mais pas encore avec celle-là. Les « Sections » et « Fédérations » géographiques sont périmées. ELLES ENCADRAIENT FORT BIEN, POUR L'ACTION ET LA PROPAGANDE, L'EFFECTIF ELECTORAL POUR LEQUEL D'AILLEURS ELLES ETAIENT CREEES, mais elles ne

répondent plus aux nécessités actuelles. Les sections ne sont bien souvent que des clubs où l'on popote pour ne rien dire. On y parle de tout, même de la Révolution, mais on ne s'emploie pas à fond pour la faire. Aussi faut-il donner d'autres bases au Parti.

Il faut que tous les militants envisagent cela. Il faut qu'ils ne voient, pendant un temps, que cela. Il faut qu'ils s'attachent tout d'abord à créer la « cellule » sur le chantier, dans l'usine, dans le bureau. Les efforts de recrutement des sections sont presque stériles. Ceux des cellules seront féconds, parce qu'ils poseront des faits particuliers devant les yeux — et le ventre — des prolétaires.

C'est l'œuvre urgente.

Et puis donner à ces organes nouveaux du travail. Travail légal. Travail illégal aussi. C'est là qu'ils excelleront. Ce n'est pas en enfantant des perles que nous préparons la révolte. Ce n'est pas avec la gueule non plus.

Enfin, ce qu'il faut comme travaux préliminaires, c'est que notre presse, nos affiches, nos hommes « lancent » le mot. Qu'ils le fassent surgir et imposent l'idée.

Des cellules !

L. SAVOY.

## LA RUSSIE DES SOVIETS

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR de L'U.R.S.S. au MOIS de MARS 1924

Le commerce extérieur, au mois de mars, se chiffre à 534.302 tonnes de marchandises, d'une valeur de 42.033.000 roubles, suivant les prix de 1913. Le trafic général de mars est supérieur à celui du mois de février de 4.739.000 roubles, grâce à l'augmentation des exportations de 19,8 % et malgré une légère diminution des importations.

Au total, pour les opérations commerciales du mois de mars, on est arrivé à un bilan actif de 19 millions de roubles et qui dépasse le bilan actif du mois précédent de 7.497.000 roubles.

Voici le tableau des exportations et la répartition suivant les groupes de marchandises :

Groupes de marchandises	Tonnes	Roubles
Produits alimentaires .....	317.626	17.614.000
Matières premières et produits mi-ouvrés .....	162.179	13.320.000
Produits fabriqués .....	46	85.000
<b>Total .....</b>	<b>479.851</b>	<b>31.019.000</b>

Comparée au mois de mars de l'année dernière, l'exportation a augmenté presque quatre fois.

Les principales marchandises d'exportation ont été les suivantes : 280.705 tonnes de céréales pour une somme de 15.291.000 roubles (au mois de février pour 12 millions 275.000 roubles), ce qui constitue 49,8 % de la valeur globale de l'exportation ; 36.287 tonnes de tableaux d'une valeur de 1.845.000 roubles (contre 2.025.000 roubles en février) ; 25.167 tonnes de semences d'une valeur de 2.126.000 roubles (1.737.000 roubles en février) et de la pelleterie pour une somme de 3.189.000 roubles (contre 2.058.000 roubles en février).

Les importations, suivant les groupes de marchandises, se répartissent comme suit, au mois de mars :

Groupes de marchandises	Tonnes	Roubles
Produits alimentaires .....	5.624	805.000
Produits animaux .....	540	899.000
Produits forestiers, bois .....	1.761	390.000
Pierres céramiques .....	85	23.000
Combustibles, asphalte, goudron et leurs sous-produits .....	27.488	1.347.000
Produits chimiques .....	5.204	1.656.000
Minerais, métaux et produits métalliques .....	4.826	2.912.000
Imprimés et papeterie .....	5.344	1.085.000
Matières textiles et produits textiles .....	3.495	2.577.000
Vêtements, maroquinerie et articles de bureau .....	84	321.000
<b>Total .....</b>	<b>54.451</b>	<b>12.014.000</b>

En comparaison avec le mois de mars de l'année dernière, la valeur des importations a augmenté de plus de 1 1/2 fois, mais, par rapport au mois précédent, elle a diminué de 476.000 roubles. Des modifications considérables se laissent remarquer dans la répartition des importations suivant les différents groupes de marchandises. Ainsi, l'importation des produits textiles a augmenté d'une façon marquée (12 %) grâce à l'importation de grandes parties de coton américain. Un accroissement considérable (9,5 %) s'observe aussi dans le groupe « combustibles, goudron et leurs sous-produits » et dans celui de la papeterie. Par contre, ont diminué les importations de produits chimiques (de 16,2 %) et de produits métalliques (de 7,5 %). On constate aussi une diminution de l'importation des produits alimentaires.

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur